

Libération

# FEU L'AMAZONIE ?

Conséquence de la déforestation et du dérèglement climatique, le poumon vert de la planète est ravagé par des incendies. Pour les experts, le point de non-retour est proche. **PAGES 2-4**

Près de la ville de Lábrea (Brésil), le 4 septembre. PHOTO MICHAEL DANTAS AFP



AFP

**TAYLOR SWIFT**  
Le soutien qui booste Harris et bouscule Trump

**PAGES 6-7**

**BENJAMIN STORA**  
Les Algériens en France : une BD «pour retrouver la mémoire»

**PAGES 18-19**



STARFACE

**DIDIER ROUSTAN**  
Mort d'un romantique du foot

**PAGES 14-15**

(PUBLICITÉ)

M 00135 - 912 - F - 2,70 €



Centre Pompidou

## Extra!

Le festival de la littérature vivante



Lectures | Expositions  
Performances | Rentrée littéraire  
12 - 22 septembre 2024

# Amazonie

## L'écorcée vive

Soumise depuis le début de l'année à un nombre record d'incendies déclenchés par les défricheurs, accompagnés d'une sécheresse historique et de températures extrêmes, la forêt est fortement mise en péril. Face à ce cocktail explosif, les experts du changement climatique craignent le franchissement d'un point de non-retour plus rapide qu'anticipé.



Par  
**NINA GUÉRINEAU**  
**DE LA MÉRIE**

«**J**e suis tellement énervée, révoltée!» Au téléphone, la voix de Luciana Gatti, climatologue à l'Institut national brésilien de recherche spatiale (Inpe), grimpe dans les décibels. «Le monde est en train de manger l'Amazonie, bouillonne la scientifique. La stupidité humaine et la course à l'argent nous entraînent dans un suicide collectif.» Une colère ardente, à l'image de cette année brûlante qui dévaste la plus grande forêt de la planète – sa superficie fait deux fois la taille de l'Inde. Depuis janvier, de grands panaches de fumée surplombent le couvert végétal tropical qui s'étend sur neuf pays, asphyxiant les populations locales et des milliers d'espèces animales. En 2024, plus de 82 000 foyers d'incendie ont été signalés au cœur du «poumon vert» terrestre, selon les données de l'Inpe diffusées début septembre, faisant de ces huit derniers mois la pire période depuis vingt

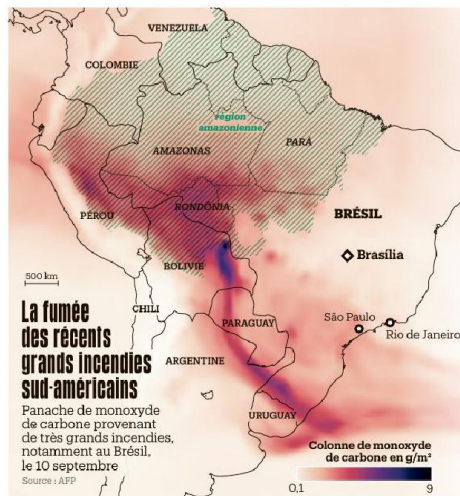
ans. Près de 38 300 feux ont été observés rien qu'en août, contre 17 400 en 2023 durant le même mois. Et, mardi, quelque 5 000 zones du bassin amazonien brûlaient encore. Evoquant une «pandémie d'incendies», les autorités brésiennes ont ordonné la convocation «dans les cinq jours» d'effectifs de pompiers en plus grand nombre.

Gigantesques, les épais nuages de cendres traversent les frontières, obscurcissent le ciel des villes boliviennes, argentines et uruguayennes. Les tourbillons noirs longent même les immenses montagnes de la cordillère des Andes. Au-delà de l'Amazonie, de nombreux parcs et réserves naturelles sont aussi ravagés par les flammes. En juillet, le Pantanal, la plus grande zone humide de la Terre, était touché par un nombre affolant de brasiers dévastateurs. Enfin, ces derniers jours, plus de 10 000 hectares de végétation ont brûlé dans le parc national de la Chapada dos Veadeiros, situé à 250 kilomètres au nord de la capitale Brasília. «La ville est complètement remplie de fumée», témoigne une de ses rési-

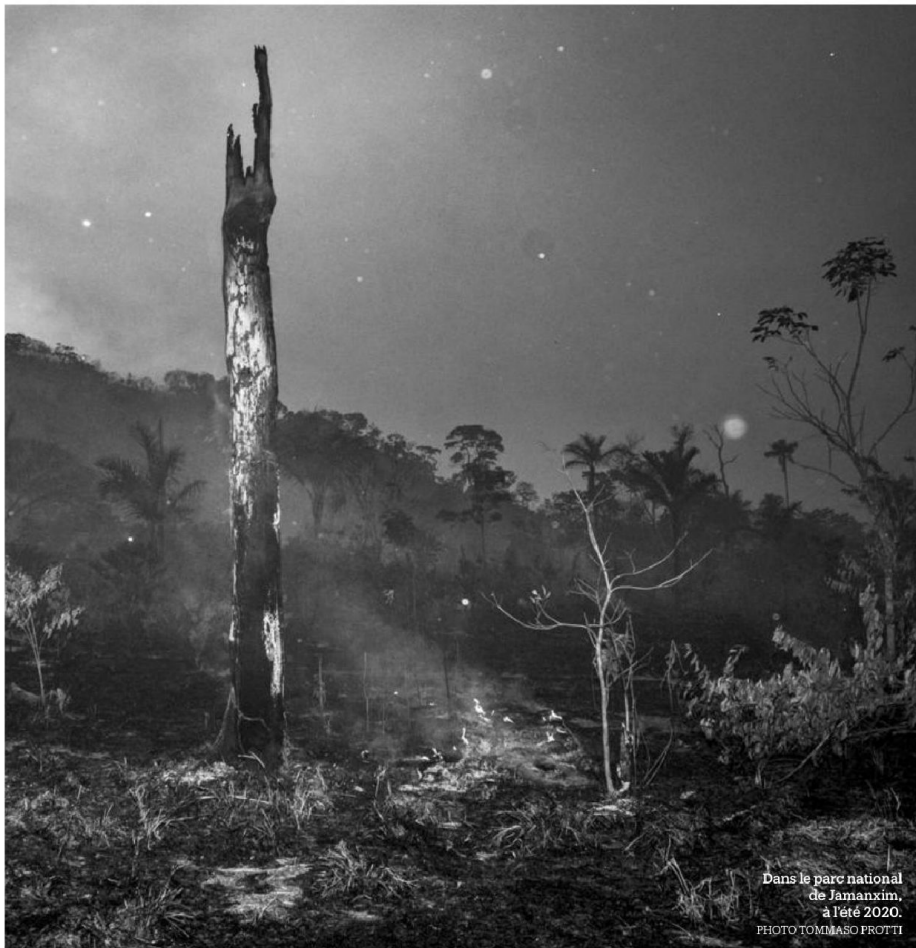
dentes, Ane Alencar, directrice scientifique à l'Institut de recherche environnementale d'Amazonie. Toujours d'après les images satellites de l'Inpe, près de cinq millions de kilomètres carrés – 60 % du territoire brésilien – sont aujourd'hui enfumés. Ce voile de pollution, qui rend l'air irrespirable, ne risque pas de se lever tout de suite, explique Jhan-Carlo Espinoza, hydroclimatologue à l'Institut des géosciences de l'environnement (IGE) à Grenoble: «Ici, l'activité des feux atteint son pic en septembre, quand la saison sèche arrive à son terme, et où le stress hydrique est le plus fort. Ce mois-ci risque d'être encore plus intense.»

### Nécessité de s'adapter

Il faudra donc attendre la saison des pluies, qui commence habituellement en octobre, pour que les milliers de feux s'éteignent. Les précipitations salvatrices devraient néanmoins se faire désirer. Et pour cause: depuis octobre 2023, le bassin amazonien est en proie à une sécheresse historique. Cet été, les niveaux d'humidité sont passés en deçà des 10 %. *Suite page 4*



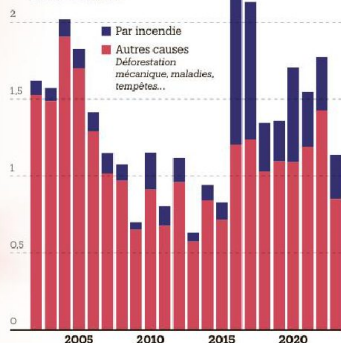




Dans le parc national de Jamanxim, à l'été 2020.  
PHOTO TOMMASO PROTITI

## Des dizaines de millions d'hectares de forêt amazonienne déjà perdues au Brésil

Surface perdue de forêt vierge tropicale humide au Brésil en millions d'hectares de 2002 à 2023



## «On respire à peine, c'est suffocant»

**Les incendies qui frappent massivement le Brésil causent crises d'asthme, pneumonies et sinusites. Le président Lula a annoncé mardi des mesures contre la sécheresse et un plan d'adaptation au réchauffement.**

Des squelettes d'arbres calcinés en Amazonie, des champs de canne dévorés par les flammes dans la province de São Paulo: d'un bout à l'autre, le Brésil brûle. À São Paulo, le masque a fait son retour à cause de la fumée. Le taux de particules fines (PM2.5) a atteint 69 microgrammes par mètre cube, soit près de 14 fois la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et,

au début de la semaine, la mégapole brésilienne de douze millions d'habitants figurait même en tête du classement quotidien des villes les plus polluées au monde, établi par la société suisse IQAir. «L'air est très sec, très pollué. On respire à peine, c'est suffocant», déplore Ieda Bandeira, une pâtissière de 76 ans.

**Toxique.** La chappe de fumée qui écrase la mégapole provient en grande partie des particules charriées par le vent depuis l'Amazonie, au nord, et le Cerrado, cette riche savane qui couvre le quart du Brésil, au centre, à l'ouest, au nord et au nord-est. C'est dans ces deux écosystèmes vitaux pour l'avenir de la planète que se concentrent plus de 80 % des incendies. Mais il aura fallu attendre une saison des feux particulièrement intense en 2024, et l'arrivée du nuage toxique sur les métro-

poles du Sud-Est, comme São Paulo et Rio de Janeiro, pour sensibiliser l'opinion aux conséquences des incendies sur la santé: yeux qui piquent, gorge irritée et difficulté à respirer. Dans de nombreuses villes brésiliennes, les autorités sanitaires rapportent une forte augmentation des cas de personnes souffrant de problèmes respiratoires, crises d'asthme, pneumonies ou sinusites. À Porto Velho, la capitale du Rondônia, Etat d'Amazonie occidentale enfumé depuis maintenant plus d'un mois, les 460 000 habitants respirent un air vicié. L'un d'eux, Edimar Tozzo, témoigne: «Les services de soins débordent d'enfants et de personnes âgées qui suffoquent. Plusieurs avions ont dû faire demi-tour par manque de visibilité pour atterrir en ville. Depuis trente-trois ans que j'habite ici, je n'avais jamais vu ça.» «Cette année, il fait plus chaud et il y a plus de fumée», se lamente en écho Sandra Gomes, qui vit dans le village de Parazinho. Ce «petit paradis» en portugais, situé dans l'Etat d'Amazonas (nord), porte ces jours-ci bien mal son nom: l'une des filles de Sandra Gomes «a ressenti des douleurs dans la poitrine à cause de cette fumée», a-t-elle confié à l'AFP. Et la situation est encore plus aiguë pour les communautés vivant en pleine forêt, au cœur même du brasier.

**Tournant.** La crise écologique et sanitaire vire même à la crise politique pour le président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, écologiste convaincu. Le nombre d'incendies est plus élevé qu'en 2019, quand éleveurs et agriculteurs d'Amazonie avaient embrasé la forêt en soutien au démantèlement de la gouvernance environnementale par son prédécesseur d'extrême droite, Jair Bolsonaro, critiquant des opposants. Lula n'avait-il pas promis un tournant après la politique de la terre brûlée pratiquée par celui qu'on surnommait «capitaine tronçonneuse»? «La gauche qui imputait les feux de forêt au gouvernement Bolsonaro met maintenant en cause le réchauffement du climat», raille ainsi un média bolsonariste.

Dans ce contexte de pression croissante, Lula da Silva a annoncé, mardi, un plan contre la sécheresse dans l'Amazonie brésilienne. À Manaus, capitale de l'Etat d'Amazonas, il a promis la création d'une «autorité climatique» chargée de la gestion des «risques climatiques extrêmes», une promesse de campagne en 2023. «Nous devons nous concentrer sur l'adaptation [au changement climatique, ndr]», a-t-il exhorté. «Nous ne pouvons plus nier que les conséquences du réchauffement climatique nous atteignent déjà», dit aussi la ministre de l'Environnement, Marina Silva. Gênée aux entournures, l'icône de la préservation de la forêt tente de mettre en avant son bilan dans la lutte contre le défrichement, qui a effectivement reculé depuis un an. «C'est là une stratégie de prévention des incendies», plaide-t-elle.

Logiquement, le nombre des foyers aurait dû diminuer, avec la baisse du déboisement car jusqu'ici, on ne brûlait qu'à posteriori, une fois la végétation rasée. Mais, suggère la ministre, le modus operandi des défricheurs aurait changé car ils tenteraient de tromper la surveillance satellite de la couverture végétale sur laquelle se base la police pour les identifier. «Les contrevenants se sont aperçus qu'ils n'avaient plus besoin d'abattre les arbres pour grignoter davantage de terres», a précisé Marina Silva. Ils mettent donc le feu directement à la forêt, avec les arbres encore debout.»

**CHANTAL RAYES**

Correspondante à São Paulo





Un homme de la tribu Kanamari, à Vale do Javari en août 2021. PHOTO TOMMASO FROTTI

**Suite de la page 2** sous les seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé, ce qui a eu pour effet d'assécher les sols et la végétation amazonienne. Dans les ports et les rivières, le débit d'eau est extrêmement bas, provoquant l'arrêt de certaines activités industrielles et freinant l'approvisionnement en eau de villages isolés. A l'origine de ce climat inédit, «il y a deux choses : les eaux exceptionnellement chaudes de l'océan Atlantique et l'un des cinq plus puissants phénomènes climatiques El Niño (une anomalie naturelle réchauffant la température de surface de la mer qui bouleverse périodiquement le régime des pluies et les courants marins, ndr), aggravé par le changement climatique. Cette combinaison provoque la sécheresse la plus intense et aussi la plus longue jamais connue en Amazonie», déroule Carlos Nobre, scientifique travaillant sur les conséquences climatiques et écologiques de la déforestation amazonienne depuis trente ans. S'ajoute à cela l'envolée du thermomètre mondial, les étés 2023 et 2024 ayant été les plus chauds jamais mesurés depuis l'ère préindustrielle. «Tout cela crée un paysage amazonien très inflammable. Il n'y a besoin que d'une étincelle pour que la forêt s'embrase», décrit la chercheuse Ane

Alencar. Sous pression, le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a annoncé mardi de nouvelles mesures pour combattre la sécheresse, évoquant la nécessité de s'adapter à ces événements extrêmes. Au Brésil, les régions les plus calcinées sont le nord de l'État de Rondônia, le sud de l'Amazonas et le sud-ouest du Pará, également les zones les plus meurtries par la déforestation. Et c'est bien cet aspect qui rend furieuse l'experte Luciana Gatti. L'Amazonie – ces 550 millions d'hectares abritant 10 % de la biodiversité mondiale – «meurt à petit feu à cause de l'agro-industrie», s'exaspère-t-elle, se disant déjà en «deuil». «97 % des feux sont causés par la main humaine. La forêt amazonienne est trop humide pour qu'un brasier démarre de lui-même», acquiesce Carlos Nobre.

### «Factions criminelles»

Dans le pays, le défrichement par les flammes est monnaie courante. Éleveurs de bétail, agriculteurs et orpailleurs brûlent, parfois illégalement, des espaces forestiers inestimables pour étendre leur zone de pâturage, leur culture de soja ou creuser une mine d'or. Une «coutume locale», menée sous l'œil bienveillant de certains gouvernements, à l'instar de celui de l'ancien prési-

dent d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022) et dénoncée depuis des décennies par les associations environnementales et la communauté scientifique pour ses effets dramatiques sur le paradis tropical sauvage. Si la situation s'est un peu améliorée depuis l'arrivée du travailliste Lula, la déforestation a repris de plus belle ces derniers mois. Selon les interlocuteurs de Libération, «des factions criminelles», soutiens de Bolsonaro et pro-déforestation, en seraient à l'origine.

A l'heure actuelle, 17 % de la surface de la jungle amazonienne est déforestée, et 38 % fortement dégradée, selon une étude publiée dans la revue scientifique *Nature* début février. «Le sud-est de l'Amazonie a été complètement transformé. Ce sont des champs de soja avec des bouts de forêt au milieu», relate Luciana Gatti, en présentant les conclusions d'un de ses prochains travaux à paraître. *Le côté ouest, qui était jusque-là encore un très important puits de carbone, contrairement au sud-est, ne l'est plus après le passage de Bolsonaro. Il a permis et a encouragé la déforestation dans la zone la plus protégée de l'Amazonie. Ces endroits sont désormais des sources d'émissions de CO<sub>2</sub>*.» Ainsi, le défrichement illégal, additionné à la surchauffe du globe, pousse le refuge du jaguar, du primate saké et de des dauphins roses «vers un dangereux point de non-retour. Particulièrement dans le sud de l'Amazonie, de l'océan Atlantique jusqu'à la forêt amazonienne en Bolivie», s'émue Carlos Nobre. La préoccupation est grande chez les chercheurs. «Ce qu'il faut prédire les scientifiques pour la prochaine décennie a déjà lieu, s'inquiète Ane Alencar. Aujourd'hui, le climat, de plus en plus imprévisible, est devenu un allié de la destruction de l'Amazonie.» Pendant 65 millions d'années, la forêt amazonienne est restée relativement résiliente à la variabilité climatique. Mais d'ici quelques décennies, si rien n'est fait pour enrayer la déforestation et l'augmentation des émissions, une partie de cette résistance pourrait céder. «Au

commencement de ma carrière, en 1990, on a établi le début de la disparition de la forêt au moment où les saisons sèches dureraient six mois ou plus (elles s'étalent actuellement de mai à septembre, ndr), rapporte Carlos Nobre. Avec six mois de saison sèche, il n'existe aucun moyen de maintenir en vie une forêt tropicale. On parlait alors de savane tropicale. Aujourd'hui, la saison sèche est quatre à cinq semaines plus longue qu'au cours des quarante dernières années. Nous sommes donc très proches.» Les auteurs de la récente étude parue dans *Nature* estiment, eux, le point de bascule au bout de huit mois de sécheresse. D'autres limites ne doivent pas être franchies dans l'espoir de préserver l'Amazonie : il ne faut pas excéder 20-25 % de déforestation et contenir le réchauffement planétaire sous la barre de 1,5 °C.

### Machine à nuages

Les dépasser enclencherait de profonds bouleversements du climat latino-américain, mais aussi mondial, l'Amazonie faisant «partie de l'équilibre climatique», rappelle Luciana Gatti. De fait, 34 millions d'habitants de la zone, et plus largement la terre entière, dépendent des «pouvoirs naturels» de cette forêt tropicale. Car celle-ci, en plus d'enfoyer une quantité considérable d'eau douce dans l'océan, est aussi une véritable machine à fabriquer des nuages. En transpirant, les feuilles des millions d'espèces d'arbres composant la forêt envoient 20 % d'humidité dans l'atmosphère. Cette humidité atmosphérique – ou «rivières volantes» – est ensuite transportée grâce aux vents sur tout le continent d'Amérique du Sud et au-delà. Elle joue le rôle «de climatiseur de la planète d'une certaine manière», illustre Ane Alencar.

Mais déjà, le visage luxuriant de l'Amazonie change profondément. Des sous-bois densés et humides, il ne reste à certains endroits que des espaces clairssemés aux sols appauvris. Dans les coins encore préservés, les écosystèmes ont évolué, la végétation se modifiant au profit de plantes qui poussent par temps chaud et sec. Dans le Sud, «5 à 6 % du paysage se sont déjà transformés en canopées ouvertes dégradées en raison de la déforestation et des incendies», soulignent les auteurs de l'étude dans *Nature*. Pour contrebalancer ces effets cascades, les scientifiques préconisent le zéro déforestation, «l'une des premières causes» de l'effondrement de ce biome terrestre et le «plus réalisable», ainsi que la «réduction des gaz à effet de serre. C'est en ce sens qu'une alliance s'est nouée en 2023 lors d'un sommet sur l'Amazonie, réunissant les pays sud-américains à Belém, même si aucun objectif commun n'a été signé. «On doit mettre la pression sur la communauté internationale. Le Brésil produit du bœuf et du soja pour le monde entier, presse Luciana Gatti. Il faut organiser un boycott, appuyer sur l'économie, là où ça fait mal, pour que tout cela s'arrête. Notre survie dépend de la bonne santé de cette forêt tropicale.» Entre les lignes, la scientifique lance un message : l'Amazonie brûle, ne regardons pas ailleurs. ►

## EDITORIAL

Par  
**PAUL QUINIO**

## L'urgence

Ce n'est plus un sujet d'inquiétude. C'est beaucoup plus que cela. Presque un sujet de survie tant le moment de bascule pour le rôle de régulateur que joue l'Amazonie pour la planète entière approche. Il est là en réalité. Tout le monde le sait depuis des dizaines d'années, mais l'été qui vient de s'écouler le rappelle dramatiquement. Si dramatiquement que citer la phrase de Jacques Chirac prononcée en septembre 2002, «Notre maison brûle et nous regardons ailleurs», paraît soudain dénué de sens, un cliché qu'il est presque contre-productif d'utiliser pour faire comprendre l'urgence absolue qu'il y a à sauver l'Amazonie. Car, vingt-deux ans après, que dit cette phrase célèbre, sinon notre inconscience à laisser ce poumon grand comme deux fois l'Inde mourir à petits feux, si l'on ose dire, condamné par l'infamie cocktail du réchauffement climatique et de la déforestation ? Petits feux, on n'aurait pas dû oser dire, car les Brésiliens, mais aussi leurs voisins dans huit autres pays, sont en ce moment, au sens propre, asphyxiés par les fumées générées par des milliers et des milliers de foyers d'incendies dévastateurs pour la forêt amazonienne, presque 40 000 rien qu'en août. Selon des images satellites, 60 % du territoire brésilien serait enfumé. Faut-il encore insister sur l'impact – et donc le coût – sur la santé humaine ? Ou sur le désastre écologique dans un territoire qui concentre 10 % de la biodiversité mondiale ? Et si la bascule approche, c'est parce que la saison des pluies se fait de plus en plus attendre. Les scientifiques expliquent que, pendant des millions d'années, la forêt amazonienne a pu continuer de jouer son rôle de poumon planétaire, mais qu'à cause du dérèglement climatique, qu'accroît la déforestation, ce ne sera plus le cas dans quelques années. Certes, la déforestation a diminué de moitié en 2023 par rapport à 2022. Il serait donc faux de dire que rien n'est fait. Il est en revanche indiscutable qu'il faut faire beaucoup plus, très, très vite. ►

## VIGILANCE SUR LA VIANDE ET LE CUIR

Le brasier qui consume l'Amazonie n'est pas une fatalité. Il est possible d'aider à sa préservation. On peut «manger moins de viande», signale Boris Patentreger, directeur de l'ONG Mighty Earth. Et arrêter d'acheter de la viande industrielle dépendante du soja. Le Brésil exporte beaucoup de soja pour l'alimentation des volailles ou des vaches laitières. Autre geste : «Vérifier l'origine des produits en cuir», car les éleveurs de bovins brûlent des hectares pour étendre leur zone de pâturage. Industriels et gouvernements ont aussi un rôle à jouer. Carrefour, bien implanté dans le pays, «a fait des efforts sur son approvisionnement depuis ses fermes d'engraissement des animaux. Mais il reste à faire sur les fermes où on défriche pour installer de jeunes bovins». La France «doit actualiser sa stratégie nationale de 2019 contre la déforestation importée». La nouvelle législation européenne qui doit être appliquée le 1<sup>er</sup> janvier 2025, suscite une peur chez Eric Moranval, de Greenpeace. Celle-ci interdira la vente de marchandises issues de terres déboisées en Europe. Mais son avenir est incertain. «L'UE ne doit pas lâcher», plaide l'activiste.



**Notée en moyenne 4,7/5  
par 359 000 utilisateurs,  
voilà une appli qui  
fait grandir vos idées.**

Téléchargez l'Appli SG  
sur l'App Store (4,7\*)  
et sur Google Play (4,3\*).



\*Notes relevées sur App Store et Google Play le 18/07/2024. L'accès aux fonctionnalités de l'Appli nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance. (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.). Gratuit hors coûts de connexion facturés par votre fournisseur d'accès à Internet. L'Appli SG est téléchargeable gratuitement sur Google Play et l'App Store. App Store est une marque déposée d'Apple Inc. Google Play est une marque déposée de Google Inc. Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.



# CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

## Et Taylor Swift entra en scène

En annonçant son soutien à Kamala Harris, la chanteuse a énuméré les sujets qui lui tiennent à cœur et défendus par le ticket démocrate, tout en invitant ses très nombreux fans à s'informer, faire leur propre choix, et s'inscrire pour aller voter.



Taylor Swift en concert à Paris le 9 mai. PHOTO JULIEN DE ROSA, AFP

Par  
**ELISE VINIACOURT**

Et ainsi, «*Tay-Tay*» a parlé. Depuis le lancement de la campagne présidentielle américaine, le suspense planait autour de Taylor Swift. Pas tant sur le choix de vote de la superstar de la pop, qui s'est déjà exprimée à plusieurs reprises en faveur de candidats démocrates par le passé. Mais sur le moment qu'elle choisirait pour dévoiler officiellement sa préférence. Mercredi, la trentenaire adepte de justaucorps à paillettes a dévoilé son choix : elle glissera bien dans l'urne un bulletin Kamala Harris.

L'annonce a retenti avec un timing parfait : la fin du premier débat télévisé opposant la vice-présidente Joe Biden à Donald Trump. Alors que les micros refroidissaient encore, l'interprète de *Shake It Off* est allée de son post Instagram. Trois paragraphes prudents, aux virgules soupçonnées et aux écrasants 8 millions de likes (mercredi après-midi). «*Je vote pour Kamala Harris parce qu'elle se bat pour les droits et les causes qui, selon moi, ont besoin d'une guerrière pour les défendre, justifie-t-elle. Je pense qu'elle est une dirigeante stable et douée et je crois que nous pouvons accomplir beaucoup plus dans ce pays si nous sommes dirigés par le calme et non par le chaos.*» A coup sûr, du côté des équipes de la campagne démocrate, les coupes de champagne ont dû s'entrechoquer. Depuis des mois, et plus que pour l'importance qu'autre artiste, l'attention des deux camps politiques est portée sur la chanteuse aux plus de 280 millions d'abonnés. Entre sa tournée XXL «*The Eras Tour*», qui a engrangé plus d'un milliard de dollars de recettes, et ses 100 millions d'auditeurs mensuels sur Spotify, certains analystes prédisent que Taylor Swift et sa communauté de jeunes «*Swifties*» pourraient influencer le cours des élections. Un impact difficile à quantifier, mais que Donald Trump lui-même a parfois tenté de contrer. En trichant légèrement.

### «VIEILLE FILLE À CHAT»

Au cours du mois d'août, l'ex-président a relayé sur sa plateforme Truth Social de fausses images de la chanteuse laissant croire qu'elle soutenait sa candidature. L'ultraconservateur à la fake news facile se serait-il tiré une balle dans le pied ? Sur Instagram, Taylor Swift précise désormais avoir rendu son vote public après avoir vu ses craintes «*concernant l'IA et les dangers de la diffusion de fausses informations*» confirmées par ces publications. «*Le moyen le plus simple de lutter contre la désinformation est de dire la vérité*», estime-t-elle. Suffisant pour faire boudier Trump : «*Je n'étais pas un fan de Taylor Swift [...] Elle semble toujours soutenir un démocrate, et elle en paiera probablement le prix sur le marché*» des ventes musicales, a-t-il réagi mercredi. A mi-chemin entre la menace et les larmoiements.

Si les mensonges du milliardaire à cravate rouge ont poussé Taylor Swift à parler, ils ne l'ont cependant pas franchement amenée à attaquer frontalement les trumpistes. Dans son communiqué, accompagné d'une photo d'elle et de son matou «*Benjamin Button*», la chanteuse au rouge à lèvres clinquant ne se révèle piquante qu'à un seul passage. Sa signature :

«*vieille fille à chat*». Le pied de nez ici fait référence à une déclaration misogyne du colistier du candidat républicain, J.D. Vance, visant les femmes sans enfant. Un petit tacle suffisant pour amener le milliardaire Elon Musk à dégaîner un tweet aussi sexiste que ridicule : «*Très bien Taylor... tu as gagné... Je te ferai un enfant et je protégerai tes chats au péril de ma vie*», écrit le grand patron sur son réseau social X (ex-Twitter).

Surtout, à aucun moment dans sa publication, l'idole n'appelle ses fans à opter pour le même bulletin de vote qu'elle. L'artiste se contente plutôt d'inciter ses admirateurs à aller voter. «*C'est à vous de faire vos recherches et c'est à vous de faire votre choix.*» Un message innocent et parfaitement neutre ?

### ANALYSE

Pas si sûr. En 2023, à la suite d'un appel similaire de la trentenaire, le site vote.org enregistrait plus de 35 000 nouvelles inscriptions en vingt-quatre heures, soit un bond de 23 % par rapport à la même journée un an plus tôt.

### CHANGEMENT D'IMAGE

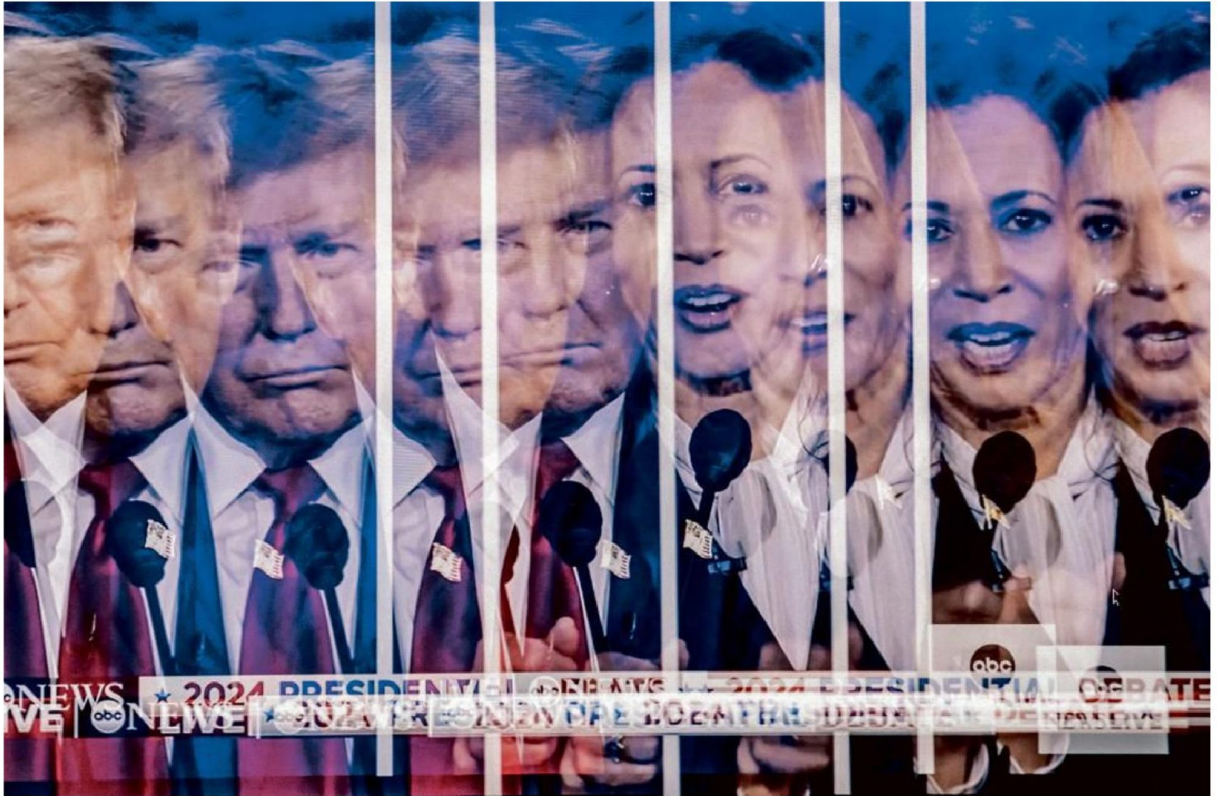
Un raz de marée qui pourrait tout à fait bénéficier à Kamala Harris s'il se reproduit. En déplaçant les foules, la vedette pourrait en effet amener aux urnes un jeune électoral abstentionniste que les démocrates peinent à faire voter. Tout en renforçant l'engagement dans la campagne de ses «*Swifties*» déjà convaincus. En août, avant même que la star ne s'exprime, certains d'entre eux parvenaient ainsi à récolter près de 140 000 dollars en faveur de Kamala Harris, rapporte le *Guardian*.

En dépit de ses propos ultralissés, la musicienne se retrouve ainsi projetée sur le devant de la scène politique. Elle qui l'a pourtant fuie pendant des années en gardant son bulletin de vote secret. Entre ses débuts en santiags dans la country, ses chansons d'amour et son image de petite fille de l'Amérique, il était en effet difficile pour l'artiste de s'exprimer... sans froisser une partie plus conservatrice de ses fans. Ainsi, en 2016, lors du duel Trump-Clinton, Tay-Tay évitait soigneusement le sujet. Ce n'est qu'en 2018, alors qu'elle versait depuis plusieurs années dans une pop (un petit peu) moins sage, qu'elle a levé le voile en apportant son soutien aux démocrates lors des élections sénatoriales du Tennessee. Et derechef, en 2020, où elle s'est prononcée en faveur de Joe Biden.

Ce qui l'a motivée alors à s'engager ? La décision de la Cour suprême améri-

**Taylor Swift précise avoir rendu son vote public après avoir vu ses craintes «concernant l'IA et les dangers de la diffusion de fausses informations» confirmées par les publications mensongères de Donald Trump.**





Le débat, qui se tenait à Philadelphie, en Pennsylvanie, était animé et diffusé par la chaîne ABC News, que Donald Trump a accusée de partialité.

caïne, à majorité conservatrice, d'abroger l'arrêt Roe vs Wade et d'annuler ainsi la garantie du droit à l'avortement au niveau fédéral. Ainsi que la défense des droits LGBT+, qu'elle aborde dans certaines de ses chansons. Des motifs que Taylor Swift a mis mercredi de nouveau en avant, en saluant le choix du colistier de Kamala Harris: Tim Walz, l'un des premiers partisans du mariage homosexuel et défenseur de la fécondation in vitro. Ce dernier, d'ailleurs, n'a pas tardé à remercier la musicienne sur MSNBC: «Je suis extrêmement reconnaissant envers Taylor Swift. C'est le type d'acte courageux dont les États-Unis ont besoin.» De quoi donner des airs de superwoman à l'ancienne «petite fille de l'Amérique» au cœur fragile. ♦

LIBÉ.FR

**Retrouvez le récit du débat Trump-Harris ainsi que le décryptage de ses six moments marquants.** Et aussi tous les reportages, analyses, directs et le journal de campagne... Vous pouvez également vous abonner à notre newsletter hebdomadaire «Libé America» pour suivre le déroulé de la campagne.

## Donald Trump sort mauvais perdant du débat

**Acculé par Kamala Harris lors de leur affrontement télévisé, le candidat républicain a accusé la chaîne ABC de partialité, affirmant que sa licence devrait lui être retirée.**

Le débat présidentiel pour l'élection du 5 novembre n'était pas encore terminé, mardi à Philadelphie (Pennsylvanie), que l'équipe de campagne de Donald Trump publiait déjà un communiqué triomphant pour revendiquer la «victoire» et célébrer la «performance magistrale» de son champion. Sur la défensive, tour à tour hagard et colérique, bousculé sans relâche par une Kamala Harris qui le renvoyait sans cesse à ses errements, à ses mensonges et à ses affaires judiciaires, le candidat républicain avait pourtant passé un sale moment.

«Trois contre un». Pour les médias américains, pas de doute: le rendez-vous a tourné à l'avantage de la vice-présidente des États-Unis, qui se savait attendue, elle qui n'avait jamais participé à pareille confrontation. 63% des spectateurs ont considéré qu'elle avait réalisé

une meilleure performance, selon un sondage réalisé par CNN à l'issue du débat. Donald Trump, lui, campe sur ses positions: il a gagné, et s'il n'a pas totalement gagné, c'est parce que les conditions lui étaient défavorables. «Je pense que c'était le meilleur débat de ma vie, d'autant plus que c'était à trois contre un», assure-t-il sur son réseau Truth Social. Une façon de mettre en cause Lindsey Davis et David Muir, les deux journalistes stars de la chaîne ABC chargés d'animer le duel. Donald Trump leur reproche d'avoir pris parti pour son adversaire, moins contredit sur le fond que lui. De fait, les journalistes ont repris le milliardaire sur plusieurs de ses erreurs factuelles – comme lorsqu'il a expliqué que des migrants haïtiens mangeaient les animaux de compagnie des habitants de Springfield, petite ville de l'Ohio, ou que les démocrates soutenaient «l'avortement après la naissance». «C'était une affaire truquée, comme je l'avais anticipé, quand on regarde la manière dont ils contestaient tout avec moi et pas avec elle», a insisté l'intéressé, mercredi. Il s'est ensuite fait menaçant: «Il faudrait leur retirer leur licence pour la façon dont ils ont agi.» Pour le moment, les sondages ne permettent pas de dire si le débat a significativement modifié le rapport de force, à deux mois d'un scrutin

annoncé comme extrêmement serré. Il ne faut a priori pas s'attendre à des bouleversements majeurs, selon les experts, car la base des deux candidats est déjà consolidée, mais la performance de Kamala Harris pourrait lui attirer la préférence des électeurs indecis ou des républicains déçus par Donald Trump, qui pourraient faire basculer le vote dans les «swing states», qui détermineront l'identité du vainqueur.

**Attentats.** Reste désormais à savoir si les deux adversaires, qui se sont retrouvés dès mercredi à New York pour les commémorations des attentats du 11 septembre 2001, s'affronteront d'ici au 5 novembre dans un autre débat télévisé. L'équipe de campagne de Kamala Harris en a fait la proposition dès mardi soir, évoquant un rendez-vous au mois d'octobre. Mais Donald Trump semble moins enthousiaste. Après avoir assuré qu'il «réfléchirait» à l'invitation de son adversaire, l'ancien président a admis qu'il était désormais «moins enclin» à débattre et a déclaré: «Ils ont perdu très sévèrement et la première chose qu'ils ont faite est de demander un débat. Ils espèrent toujours une revanche.»

**SAMUEL RAVIER-REGNAT**  
Photo DENIS ALLARD



Par  
**VICTOR BOITEAU**

**L**e député Les Républicains (LR) Hubert Brigand aime répéter que sa circonscription est «la plus grande de France». Un coin rural de la Côte-d'Or, 342 communes et autant de kermesses, comices et marchés à honorer en période de campagne électorale. L'élu de 72 ans s'y est méthodiquement attelé en juin, pour conserver le siège décroché en 2022. A ses côtés, une équipe de jeunes militants dévoués, vêtus de tee-shirts blancs, collait des affiches et distribuait des tracts. Lorsque Laurent Wauquiez le rencontre début juillet, le patron de la droite s'enquiert : «C'est toi, le gang des tee-shirts blancs ?» Hubert Brigand n'est pas le député le plus médiatique du groupe, ni le plus écouté. L'attention du chef fait son petit effet. «C'est un meneur d'hommes, l'encense le Bourguignon. Le vin se bonifie avec le temps, lui aussi.» Longtemps haï au sein de son propre camp, Wauquiez serait aujourd'hui un homme neuf, métamorphosé. Du moins, c'est ce que répètent en boucle ses troupes... Vingt ans après sa première élection au Palais-Bourbon, le député de la Haute-Loire, qui a mis la main sur le groupe parlementaire rebaptisé la «Droite républicaine», «fait un sans-faute», vante Michel Herbillon, député du Val-de-Marne depuis 1997. Sur Instagram, au cœur de l'été, Wauquiez a posté une photo de lui sur les bancs de l'hémicycle. «Clin d'œil avant les vacances sur ce retour à l'Assemblée. Vingt ans après, même décor mais moi j'ai un peu changé», écrit-il en légende. Parle-t-il seulement de ses cheveux blanchis ? Ou de son caractère et de sa méthode ? «J'ai changé parce que les épreuves de la vie m'ont changé. [...] J'ai changé parce que le pouvoir m'a changé», déclarait en 2007 un autre ambitieux, Nicolas Sarkozy, quelques mois avant d'être élu à l'Élysée. A droite, la fable du loup devenu agneau est un classique. Et Wauquiez, 49 ans, est un spécialiste du genre.

#### «ÉCHAFAUDER DES MAJORITÉS CONTRE-NATURE»

Depuis 2019 et la rouste aux européennes du parti qu'il présidait, l'homme hibernait. Une traversée du désert mise en scène depuis sa région d'Auvergne-Rhône-Alpes, son laboratoire politique. Présidentielle de 2022, présidence de LR, législatives : les échecs passent, mais l'ancien ministre reste à l'ombre. Entre 2022 et 2024, «l'Assemblée, il s'en foutait», rapporte un cadre du parti. «Il a hésité à revenir dans le jeu parlementaire. C'est pourtant là que tout se passe.» Le dimanche 7 juillet, il est élu avec 61,61 % des voix, face au Rassemblement national, dans la première circonscription de la Haute-Loire, ancrée à droite depuis la Libération. Le soir même, il dénonce la «tentation des tractations, des combinaisons, pour échauffer des majorités contre-nature». Et fixe une ligne, seul : «Pour nous, il n'y aura ni coalition ni compromission.»

Chez les sortants de LR, ébouillantés par une campagne improvisée à l'issue de laquelle le parti a perdu de nouvelles plumes, parfois réélus à la faveur du désistement d'un macroniste, la sentence du revenant Wauquiez est saluée. «Il a fait fuir des gens volontairement, par ses positions raides», déplore un député de la maison, citant l'ex-maire de Caen Joël Bruneau ou Constance de Pélichy, qui ont choisi de siéger dans le petit groupe indépendant Liot. Au septième étage du bâtiment Chaban-Delmas, à deux pas du Palais-Bourbon, ils sont 17, le 10 juillet, à s'interroger : faut-il créer un groupe dissident pour échapper aux oukases de Wauquiez ? Alors, dans ces chaudes journées d'été, l'intéressé s'active en coulisses. Galopant dans la

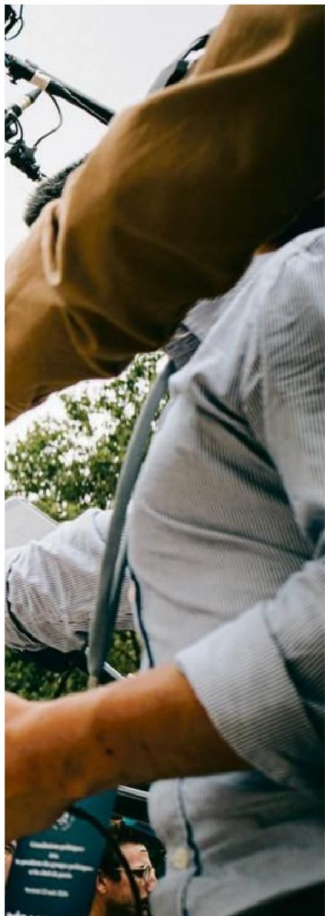


Bruno Retailleau, Laurent Wauquiez et Annie Genevard, le 23 août à l'Élysée lors des consultations des dirigeants des partis par le

# Laurent Wauquiez, un ambitieux en quête de renaissance

Le président des députés LR, réunis jusqu'à vendredi en Savoie, veut se présenter en homme neuf. Lui qui a longtemps refusé toute «compromission» avec les macronistes s'affiche désormais plus ouvert. Jusqu'à entrer au gouvernement ?





Président. PHOTO S. DUBROMEL, HANS LUCAS

d'apaisement, d'unité, de nouvelle dynamique», reconnaît Herbillon. «Par rapport à l'image qu'on avait de lui médiatiquement, il y a un vrai écart, se réjouit aussi Thibault Bazin. Il a un côté force tranquille, presque familial, comme du compagnonnage.»

Dans la nuit du 19 au 20 juillet, alors que les députés votent pour se répartir les sièges du bureau de l'Assemblée, les troupes LR tiennent le coup, contrairement aux macronistes, partis dormir. Dans un couloir, Wauquiez réunit son groupe autour de quelques bouteilles et de charcuterie. «Il a besoin de faire de la gestion humaine, assure un ancien du groupe. La présidence du groupe, c'est un truc à emmerdes, une malédiction.» Le nouveau patron s'attelle aussi à rajouter la direction. «Je connais mes défauts, mes travers. Il faut que je fasse monter des talents», dit-il en juillet à un député. S'il garde l'expérimenté Patrick Hetzel, il promeut les trentenaires Antoine Vermorel-Marques, Ian Boucard et Justine Gruet aux postes de vice-président. Les salariés du groupe, eux, craignent d'être remerciés. «Il n'a pas fait de plan social», note pourtant un collaborateur parlementaire. L'inamovible secrétaire générale Sylvie Gir, une chiraquienne qui a connu le RPR, l'UMP, LR et maintenant DR est toujours en poste. Un député d'Auvergne-Rhône-Alpes résume son positionnement : «Avec Wauquiez, il faut être loyal sans être trop proche de lui.»

### «ON NE CHANGE JAMAIS LES RAYURES DU TIGRE»

Ceux qui connaissent leur petit Wauquiez illustré se demandent où est passé l'homme solitaire, essayant les procès en «autoritarisme», dépeint en «cynique» adepte du parler-faux. Tous se souviennent de ses propos tenus devant des étudiants d'une école de commerce à Lyon, en février 2018, à qu'il demandait de ne pas enregistrer, sous peine de délivrer du «bullshit [qu'il] peut-il sortir sur un plateau médiatique». Son image d'homme insincère lui colle toujours aux semelles, veut croire un ancien député LR : «On ne change jamais les rayures du tigre. Comment pouvez-vous changer votre nature profonde?» Le quadragénaire fait pourtant des efforts. Sincères? La veille de sa rentrée politique au mont Mézenc, fin août, il convie une trentaine de personnes chez lui pour un cocktail. Son épouse, Charlotte, «sans laquelle [il n'est] rien», dira-t-il le lendemain devant ses soutiens, arrive dans la soirée, fidèle depuis leur rencontre, à 16 ans. Des députées battues en juin, comme Nathalie Serre ou Emmanuelle Anthoine, trinquent elles aussi. Ou, plus surprenant, son ex-rivale à la présidence du parti en 2017, Florence Portelli, à l'époque reine des piques anti-Wauquiez. «C'était authentique, naturel, pas fabriqué», jure Herbillon. Un autre convive : «Il joue plus collectif. Il a appris à s'intéresser aux gens.»

Ses détracteurs assurent, eux, que ses calculs intéressés ne sont jamais loin. Coincé dans un jeu délicat entre opposition et collaboration avec l'exécutif, Wauquiez a opéré un «virage à 180 degrés», dit une députée du groupe, depuis la nomination de Michel Barnier à Matignon. Au Mézenc, il rappelait ses «lignes rouges» : «Nous défendrons nos idées et nous voterons les lois qui iront dans le bon sens.» Hors de question en revanche de participer à une coalition... À l'Elysée, Emmanuel Macron l'a sondé dans le cadre de ses consultations. Peut-il lui faire confiance? Travailler avec la droite? Voilà sept ans que le chef de l'Etat tourne autour d'elle, débouchant ici ou là une de ses figures... «Le garçon est sensible, mais c'est un partenaire fiable, glisse Renaud Muselier, patron de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un vieux loup de la droite passé chez Renaissance. Il est dur, mais quand c'est topé, c'est dealé.»

## «Il n'a pas compris qu'on pouvait avoir Matignon. [...] Et l'idée que la droite puisse être au pouvoir sans lui, c'est cauchemardesque.»

Un cadre LR

Pour l'heure, Wauquiez attend de voir la feuille de route du gouvernement. Chez LR, plusieurs interlocuteurs certifient qu'il s'active pour obtenir un maroquin... «Il a changé d'avis, parce que Sarkozy lui a mis la pression en lui disant que Bertrand ou Barnier serait à Matignon, remâche un ancien député LR. Il s'est retrouvé dos au mur. Sa pirouette est liée à des calculs personnels. Il a toujours été comme ça, à savoir s'adapter aux circonstances.» Un cadre LR enfonce : «Il n'a pas compris qu'on pouvait avoir Matignon. Depuis, c'est : "Les événements nous échappent, feignons d'en être les organisateurs !" Et l'idée que la droite puisse être au pouvoir sans lui, c'est cauchemardesque.» «Les amis de Barnier ne sont pas ses amis», s'amuse un conseiller parlementaire, prédisant un mauvais coup de Wauquiez s'il entrait au gouvernement. «Soit il monte sur le bateau et prend la lumière, ajoute le cadre LR. Soit il plante le truc plus vite.»

Début août, la chambre régionale des comptes a épinglé sa stratégie de communication à la région, trop coûteuse et centrée sur lui-même.

Comme ce dîner à 1248 euros avec l'écrivain Michel Houellebecq... Des «sommes excessives», a-t-il confessé, prêt à rembourser. L'homme n'en est pas à son premier revirement, éthique, stratégique ou idéologique. Biberonné à la culture démocrate-chrétienne héritée de son mentor Jacques Barrot, Wauquiez a tourné casaque en embrassant, à l'époque de Sarkozy, les positions de l'extrême droite. Sous l'œil intéressé, à l'époque, de Patrick Buisson, l'homme, disparu en décembre, qui voulait «faire gagner Maurras». Quand il refait surface au printemps de la même année, avec une longue interview au Point, Wauquiez attaque sans retenue un prétendu «Etat profond», le Conseil constitutionnel, les autorités indépendantes, etc. «On pouvait se demander s'il n'était pas sur la ligne Clottier», se souvient un ancien député LR, une allusion au chef du parti allié à Marine Le Pen.

### L'ART DE SE CRÉER DES INIMITIÉS

Embrassera-t-il un autre positionnement en vue de 2027? Au Mézenc, il a enfourché son dada des classes moyennes, parlé de «travail», de «méritocratie». Dans la course à l'Elysée, il sait qu'il ne sera pas seul. Il voit déjà Edouard Philippe se préparer. La cinquantaine approchant, Wauquiez n'a pas perdu l'art de se créer des inimitiés. Le maire de Cannes, David Lisnard, l'a étrillé ce week-end dans le JDD, accusant «ceux qui pensent davantage à 2027 qu'au pays», de lui avoir barré la route pour Matignon. Pour une figure de la droite, son pari est limpide : les «centres» et le «chaos», soit un échec de Macron pour mieux se positionner en 2027. «Le drame de sa génération, persifle le même, c'est qu'ils sont pressés.»

Chaque mardi, la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents



Inscrivez-vous sur [libe.fr/frontal](https://libe.fr/frontal)



cour d'honneur, pendu au téléphone, il reçoit un à un les députés. Certains craignent qu'il ne cornea trop le groupe, que la liberté de vote ne soit pas assurée. Les plus «Macron-compatibles» redoutent son intransigence à l'égard du bloc central. À l'un d'eux, Wauquiez parle de «neutralité sans participation». Comme le loup rassurant le Petit Chaperon rouge... «Le groupe se construit autour de lui. Il agrège. Point. Et il va très vite», rembobine un député. Finalement, seuls les députés Aurélien Pradié et Raphaël Schellenberger prennent le large. «Ce n'est pas facile de faire cohésion dans ce groupe. C'est autant d'entreprises que de députés, remarque Jean-Didier Berger, élu en juin dans les Hauts-de-Seine. Wauquiez a pris le pouls de tout le monde et a su faire la synthèse.»

Sa capacité à fédérer autour de lui a pourtant été longtemps interrogée. Accusé de ne jamais consulter, de ne pas communiquer avec les élus, Wauquiez aurait évolué, s'emballait-on au sein du groupe, qui se réunit ces mercredi, jeudi et vendredi pour ses journées parlementaires, en Savoie. A Vincent Rolland, élu du département, il a chargé de déguster un lieu convivial, dans les alpes. De la climothérapie, précisément ce que les députés reprochaient à Olivier Marleix, ex-patron du groupe, de ne pas faire... «On avait besoin



# En Seine-et-Marne, un immense institut catholique bâti avec un déluge d'aides publiques

**ENQUÊTE**

Le département et la région ont versé plus de 3 millions d'euros pour la construction du complexe Saint-Colomban à Serris, comportant une église et un établissement privé sous contrat. Un financement sur lequel la justice se penchera lundi.

 Par **MARIE PIQUEMAL** Photo **CHA GONZALEZ**

On se croirait dans un décor de cinéma. Les portes cochères de différentes tailles qui ressemblent à celles que l'on pousse dans les rues de Paris, les trottoirs pavés, les cheminées sur les toits des immeubles... Tout juste manque-t-il les antennes hertziennes du temps d'avant. Le maire de Serris (Seine-et-Marne) très affairé, sous-titre : «*Normal, vous êtes dans le quartier Faubourg, on a cherché à recréer l'ambiance du XI<sup>e</sup> arrondissement parisien. Plus loin, c'est le style british avec des maisons comme à Londres.*» La ville de Philippe Descrouet (UDI) est près de Disneyland, en pleine expansion depuis dix ans. C'est comme s'il créait de nouvelles rues

au Monopoly. «*Nous avons les quatre rues les plus chères de Seine-et-Marne, à 6500 euros le mètre carré. Et nous ne sommes qu'à la moitié du développement. Tout est planifié.*» Les devantures des futurs commerces sont recouvertes

de stickers géants. Du pata negra en image de synthèse sur la future boucherie, des maasdam pour la fromagerie... En face ? Le parvis de l'église, pardi. Bon, pour l'instant, c'est encore un terrain boueux. Mais la maquette donne le tournis : un clocher de 30 mètres de haut et des bancs pour 900 fidèles. «*Il y a un réel besoin sur le territoire*», commente le maire.

Cette église sera au cœur de la pimpante institution Saint-Colomban : un groupe scolaire privé, prévu pour accueillir 1500 enfants de l'école au lycée. Là aussi, l'architecture envoie du steak : de grandes ouvertures, des murs de briques avec sous-pentes mansardées, et une statue dans un angle (la Vierge ou le moine irlandais Saint-Colomban, ce n'est pas tranché). Le maire, encore : «*Il y a une demande et, vu la croissance démographique, ça évitera de construire un deuxième collège public.*» À l'écouter, c'est tout bénéfice pour les finances publiques. Sa mu-

nicipalité n'a pas mis un kopeck dans le projet, assure-t-il. Il oublie la mise à disposition pendant quatre-vingt-dix-neuf ans pour un prix modique du terrain où est bâti l'établissement. Et les subventions publiques colossales, versées par le département et la région pour financer ce projet : plus de 3 millions d'euros. Alors que les pouvoirs publics ne doivent pas, en principe, financer la création de nouveaux établissements privés, et encore moins les lieux de culte. Le droit est clair, sur le papier du moins. Mais cette histoire seine-et-marnaise illustre à merveille l'interprétation élastique du principe de séparation entre l'Eglise et l'Etat. Et l'opacité qui entoure le financement de l'enseignement privé aujourd'hui.

Retour à l'automne 2022. Par une belle journée d'octobre, l'évêque de Meaux, Jean-Yves Nahmias, foule un champ d'herbe sèche avec des fidèles en procession pour bénir le terrain de 26 000 mètres carrés. «*Ensemble, soyons des bâtisseurs*», lit-on sur les plaquettes. Côté communication, le diocèse de Meaux a mis le paquet. Un site internet spécial a été lancé, «*Les racines vers le ciel*», avec de belles photos 3D

et toutes les modalités pour défiscaliser les dons. Dans le lot, on trouve la très chic fondation du lycée Stanislas. Elle a signé deux chèques de 60 000 euros en 2017 et 2018, selon les rapports d'activité. Jean-Baptiste de Maigret, responsable mécénat du projet Saint-Colomban, dit avoir notamment récolté 1 million d'euros via la Fondation Saint-Etienne, présidée par l'évêque de Meaux et permettant de déduire ses dons de l'impôt sur la fortune immobilière. «*L'établissement scolaire représente un budget de 30 millions d'euros. Mon travail, c'est de chercher des partenaires. Des fondations, des promesses de legs. Je m'adresse aussi aux institutions. La loi nous autorise à aller chercher des subventions publiques, donc on y va.*»

## «Très privilégiée»

L'accueil a visiblement été chaleureux au conseil départemental de Seine-et-Marne. Présidé par le LR Jean-François Parigi (un proche de Jean-François Copé), le département a accordé fin décembre près d'1,8 million d'aide publique, échelonnée sur trois ans. «*C'est là une approche bien étonnante*

de la redistribution de l'argent public : donner aux plus riches le moyen de fuir de plus en plus confortablement la mixité sociale», a aussitôt réagi la FSU 77, principal syndicat d'enseignants du département.

«*Pour contourner l'interdiction de financer toute nouvelle construction, Saint-Colomban se présente comme une annexe du lycée Rondeau de Bussy-Saint-Georges, à 10 bornes. La ficelle est un peu grosse, s'étrangle Anthony Gratacos, conseiller départemental d'opposition (Gauche républicaine et socialiste). D'habitude, les subventions tournent autour de 30 000 ou 50 000 euros. Mais là, c'est du jamais-vu, surtout dans un contexte de restrictions budgétaires et dans une zone de Seine-et-Marne très privilégiée par rapport au reste du territoire.*» En séance publique, sa collègue Nathalie Moine monte dans les aigus : «*Mettre ses enfants en école privée est un choix, pas une nécessité. Finançaons d'abord les nécessités et relevons notre niveau scolaire en gardant nos moyens financiers pour l'école publique.*» Le président la rabroue, d'un rire : «*Vous en voulez beau-*







Une partie de l'établissement privé Saint-Colomban en cours de construction à Serris.

*coup à Sainte-Geneviève [établissement privé à Meaux, ndr], Nathalie. Vous n'en gardez pas un bon souvenir ?* En janvier, le conseil départemental arguait dans un communiqué que « la majorité prône l'égalité d'accès aux conditions d'éducation entre tous les collégiens, que ce soit dans le public ou dans le privé sous contrat ».

#### « Millefeuille juridique »

Ce 1,8 million s'ajoute à une autre subvention versée par le département. En farfouillant dans les délibérations, *Libération* a découvert qu'en septembre 2022, la Seine-et-Marne avait accordé 700 000 euros, au titre du fonds de développement touristique, pour financer l'auditorium prévu dans le prolongement de l'église, qui permettra de rajouter des bancs les jours de fête. « Le projet est pensé en espaces modulaires avec plusieurs fonctionnalités », répond Jean-Baptiste de Maigret. Sara Teinturier, sociologue des religions à l'université canadienne de Sherbrooke, qui a étudié l'enseignement catholique français, n'est pas étonnée : « Les montages financiers intégrant des équipements culturels adossés à des lieux de culte, bénéficie

de subventions publiques, sont un grand classique. » Exemple du même type : la construction de la cathédrale d'Evry, dans l'Essonne, et son centre d'art sacré. En mai, voilà que Valérie Péresse, présidente de la région Ile-de-France, sort aussi le carnet de chèques : 1,1 million d'euros de subvention attribuée pour la partie lycée de Saint-Colomban. « Ce projet [a] recueilli le soutien de la direction académique et de la préfecture au motif qu'il répond à la pression démographique actuelle et à venir sur le territoire de Marne-la-Vallée : les projections Insee prévoient en effet une croissance de 3,7 % d'ici 2035 », avance le conseil régional, qui balaise les critiques d'un revers : il y a une « volonté d'instrumentaliser une affaire et de susciter une polémique politicienne », assurant que « chaque année, la région Ile-de-France subventionne à hauteur d'1,1 milliard les lycées publics, contre 13 millions d'euros pour les lycées privés sous contrat ». Céline Malaisé, élue de l'opposition (groupe La Gauche communiste, écologiste et citoyenne), conteste ces chiffres, expliquant que le service de communication additionne

des choux et des carottes (les crédits de paiements et les autorisations qui sont pluriannuelles). Depuis que Péresse est aux manettes, son œil, dit-elle, s'est aiguisé pour débusquer les lièvres. Pour Saint-Colomban, elle a aussitôt alerté le préfet et saisi le tribunal administratif, considérant la subvention hors des clous légaux. Une audience en référé est prévue lundi. La question ne fait pas un pli, selon Bernard Toulemonde, professeur agrégé de droit spécialiste de l'enseignement catholique (qui représente 96 % du privé). Directeur de cabinet d'Alain Savary, en 1984 au plus fort de la guerre scolaire entre public et privé, il est incolable sur le code de l'éducation : « Les subventions sont encadrées par la loi Falloux de 1850, que Bayrou avait tenté de dégommer d'ailleurs. Elles ne peuvent pas dépasser 10 % des dépenses annuelles de l'établissement. » Dans un communiqué datant de janvier, le département de Seine-et-Marne se défend et estime avoir respecté la règle, en accordant, à l'euro près, 10 % du montant des travaux de la partie collège. Bernard Toulemonde se gonde : « Ce n'est pas 10 % du coût des travaux, ce se-

rait trop facile ! Il suffirait de lancer des projets d'emergence pour recevoir beaucoup. Non, c'est 10 % du budget ordinaire de l'établissement, hors argent public. C'est-à-dire pas grand-chose. Cela ne peut pas atteindre 1 million, c'est impossible. Retisez l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 avril 1990, c'est très clair. » Philippe Portier, spécialiste de l'histoire de la laïcité, lui, tique. Il a plusieurs exemples récents en tête où les 10 % sont calculés par rapport aux dépenses de travaux. « L'éducation nationale est un millefeuille juridique, au point où même les experts finissent par s'y perdre, explique la sociologue Sara Teinturier, partie au Canada faute de poste en France. Mais c'est intéressant de voir à travers cet exemple combien les réseaux de l'enseignement catholique sont structurés et arrivent à imposer une interprétation du droit plutôt qu'une autre. » Il en est de même, ajoute-t-elle, avec le principe de « l'annexe ». « Au fil du temps, l'enseignement catholique a réussi à faire accepter l'idée que tout nouvel établissement pouvait être considéré comme une annexe d'un ancien, même construit dans une autre ville à des kilomètres... Et donc toucher des subventions. »

#### Préfabriqués

À la région, Céline Malaisé se désole du brouillard dans lequel nage l'opposition pour exercer le rôle de vigie. « On n'a même pas accès aux comptes des établissements privés. Comment contrôler si l'argent public est bien utilisé ? C'est même la bagarre pour connaître le nombre d'élèves dans chaque établissement privé. » L'année dernière, la Cour des comptes s'est alarmée du peu de transparence et du manque de surveillance de l'Etat dans l'utilisation des fonds publics par les organismes d'enseignement privé. Un rapport parlementaire a remis une couche le 2 avril dernier, rappelant que les écoles privées sous contrat carbureraient à 75 % avec de l'argent public. Libé avait documenté les dérives, nombreuses, permises par les failles du système de contrôle. *Mediapart* a épluché une à une les délibérations des régions : 1,3 milliard de subventions facultatives auraient été ainsi accordées aux lycées privés entre 2016 et 2023. Après des recours administratifs et des mois d'enquête, France Info s'est procuré la semaine dernière les heures de cours d'enseignement attribuées par les rectorats aux établissements privés : dans 19 académies sur 24, les moyens accordés au privé sont plus importants ! A Serris, en attendant que les travaux de l'institut Saint-Colomban soient achevés (et les statues en place), le département a mis des préfabriqués tout neufs à disposition de l'établissement privé pour ramener de nouveaux élèves. Ils sont déjà 240. C'est 1200 euros l'année, hors cantine. Farid, rencontré à Serris devant l'école, paye pour son grand : « Je suis un enfant du public. Si l'argent avait été mis dans le collège public, mon fils y serait. Mais, aujourd'hui, vous voyez bien : ce n'est pas le cas. »

## carnet

### ANNIVERSAIRE DÉCÈS

Narbonne (11)

#### Clara

partie depuis 20 ans à amais dans nos cœurs, ta lumière brille pour toujours.

### DÉCÈS

Neuilly-sur-Seine (92)

Mme Corinne FOIRET-BUISSON et son époux, ses enfants, ses frères, ses neveux et nièces ainsi que toute la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

#### M. Jean PETITDIDIER

survenu le mardi 3 septembre 2024, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de 91 ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris (20e).



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence... Contactez-nous

#### Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes :

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr





LIBÉ.FR

**L'effondrement de l'île de Pâques n'a pas eu lieu** Rapa Nui, appelée par les Européens l'île de Pâques, ne cesse de fasciner. Ce bout de terre perdu dans l'océan Pacifique à plus de 2 000 km de toute autre terre habitée, a une réputation qui lui colle à la peau. Elle aurait été le lieu d'un effondrement civilisationnel en raison de la surexploitation de ses ressources. Sauf que cette thèse est probablement fautive. Un nouvel article publié dans la revue scientifique *Nature* mercredi en apporte une nouvelle preuve. PHOTO ANADOLUJ AFP



Au tribunal, mardi.  
PHOTO ALAIN ROBERT SIPA

## Mazan: «De là à me douter qu'il s'agissait de viols, c'était impensable»

**La Cour a entendu mardi l'épouse de Jean-Pierre M., Cilia, victime de soumission chimique suivant la méthode transmise par Dominique Pelicot.**

Par **MARLÈNE THOMAS**  
Envoyée spéciale à Avignon

Elle semble en avoir le souffle coupé. Comme si les mots butaient sur ses lèvres tant les faits sont, toujours, pour elle, impensables. Cilia s'est avancée, ce mercredi 11 septembre en fin d'après-midi à la barre de la Cour criminelle départementale du Vaucluse, comme témoin. «Quand j'ai appris tout ça je suis tombée de très haut, on a été évanouis. Pendant des années tout se passait bien, on se disputait jamais, rien ne pouvait me dire qu'il allait faire ça.» Cilia est la femme de Jean-Pierre M.,

l'un des 50 coaccusés comparaisant avec Dominique Pelicot. Ce dernier, absent de l'audience pour raisons de santé jusqu'à lundi, est renvoyé devant la cour pour avoir violé et organisé les viols par des inconnus, recrutés en ligne, de son épouse Gisèle, plongée dans un état comateux en utilisant de puissants anxiolytiques. Procès dans le procès, Dominique Pelicot a partagé son mode opératoire à d'autres hommes, fournissant même des comprimés à quatre d'entre eux, dont Jean-Pierre M. Mais il est, selon les preuves retrouvées durant l'instruction, le seul à avoir reproduit ce même protocole de séduction, jusqu'à aller tester progressivement le dosage adéquat d'anxiolytiques sur sa femme. A la veille de l'audience de Jean-Pierre M., que son avocat souhaitait repousser dans l'attente de la déposition de Dominique Pelicot, l'expert retrace : «Dominique

Pelicot aurait d'abord proposé qu'il vienne chez lui pour avoir des rapports sexuels avec sa femme endormie. Il aurait d'abord refusé en disant "je ne suis pas un violeur". [...] Puis, au fil des échanges il se serait laissé convaincre.»

**Réveil «en sursaut».** Jean-Pierre M. et Dominique Pelicot incarnent ce que peu s'autorisent encore à voir : la reproduction d'un système de violences, facilité par la soumission chimique. Après de cet expert psychiatre, cet homme de 63 ans, comparaisant détenu, reconnaissait : «J'ai

fait violer ma femme par un homme.» Entre 2015 et 2020, une dizaine de tentatives de viol et de viols auraient été commis. Cilia s'est refusée à déposer plainte ou à se constituer partie civile. A la Cour, cette mère de cinq enfants justifie : «Je veux préserver mes enfants au maximum. Ils

ont assez morflé, ils aiment leur père. Avant tout ça, il était quelqu'un de gentil, de formidable. Après ce qu'on a vécu, j'ai encore beaucoup d'affection pour lui, j'ai jamais eu quoi que ce soit à dire contre mon mari, à ce moment-là jamais, on peut dire que j'ai encore quelque chose pour lui», lâche-t-elle, la voix vacillante. L'avocat de son mari lui demande si elle peut le regarder. Elle se tourne vers le box vitré. Cet ancien chauffeur dans une coopérative agricole se lève une minute, avant de se rasseoir, prostré, presque plié en deux. Ce matin, l'un des fils de Jean-Pierre M., né d'une précédente union, avait refusé d'affronter son regard. «On jardinaient tous les deux, quand il m'a dit "je suis fou", "qu'est-ce que j'ai fait". Je suis resté bouche bée. Il m'a dit "j'ai fait venir quelqu'un à la maison"», se souvient cet homme de 32 ans, en encourageant son père à se «livrer».

Au moment du témoignage de Cilia, le mur de dos ronds

s'était formé au fil de la journée se relève, les yeux clos de certains accusés s'ouvrent. Elle se souvient d'un réveil «en sursaut» une nuit de juin 2020, de cet inconnu (Dominique Pelicot) «debout contre la fenêtre» et des explications de son mari : «C'était pour voir mes sous-vêtements, ce que je ne crois pas. Après il se perd dans ses excuses, il me dit qu'il a fait venir cet homme pour trouver une excuse pour divorcer. De là à me douter qu'il s'agit des viols, c'est impensable. Je me dis qu'ils ont peut-être pris des photos, mais j'étais habillée quand je me suis réveillée.» Dès lors, elle accepte que ce mari reste mais lui intime «tu ne me toucheras plus», l'autorisant même à «voir quelqu'un d'autre s'il le souhaite». Cilia décrit un mari «très pudique», qu'elle n'a même «jamais vu se coucher», qui ne lui faisait «aucun reproche» sur leurs rapports sexuels espacés. Elle dit : «Je n'ai jamais été sous son emprise.» Aucun souci de santé ne l'a alertée

sur une possible soumission chimique. «J'attends de savoir pourquoi il a fait ça, c'est inconcevable» A l'expert psychiatre, Jean-Pierre M. reconnaissait un «fantasme de voir sa femme avoir des relations sexuelles avec un autre homme», mais se dédouanait de sa responsabilité : «Ca devait être la rencontre avec ce gars, sinon je l'aurais jamais fait.» Le président, Roger Arata : «Est-il possible qu'aujourd'hui des hommes pensent que le consentement de leur épouse, de leur compagne puisse faire l'objet d'un mandat, c'est-à-dire celui de l'homme, d'un consentement par procuration?» L'expert psychiatre, formel : «Mon-sieur M. n'aborde pas le sujet du consentement de sa femme [...] c'est comme si c'était un implicite.»

**Clapiers.** Son épouse cherche des réponses dans le passé douloureux de Jean-Pierre M. : une enfance ponctuée par les violences. Ses trois sœurs auraient été victimes de violences sexuelles et placées pour les protéger de leur père. «Il enjolive son enfance, disait toujours "j'ai été élevé avec les cochons"», s'étonne son fils. Selon l'enquête de personnalité, les enfants se cachaient parfois dans des clapiers à lapins pour échapper aux maltraitances. «Avec tout ce qu'il a subi pendant son enfance, comment voulez-vous qu'on s'en sorte après?» lâche son épouse, comme démunie. Cilia reste pour l'instant «madame M.», le temps de «[se] relever», de «relayer [ses] enfants», mais aussi pour des questions de finances. «Je ne travaille pas et j'ai deux enfants encore à l'école, j'ai tous mes enfants chez moi». Le conseil de Jean-Pierre M., Patrick Gontard : «La perte de l'épouse, c'est la sanction et la peine la plus immense qu'il puisse se voir opposer par rapport à la peine pénale à laquelle il va être condamné. Il sera de toute façon condamné.» Quelques minutes plus tôt, Cilia confirmait : «Où je pense que pour lui, c'est le pire.» Remontant l'axe centrale, les yeux rougis, elle jette deux regards en arrière, en direction du box des détenus, comme pour contempler cette vie catapultée. ◆

**L'HISTOIRE DU JOUR**





LIBÉ.FR

## Libye: un an après la catastrophe, à qui profite la reconstruction de Derna ?

Dans la nuit du 10 au 11 septembre 2023, la ville côtière de Derna a été balayée, en quelques heures, par 30 millions de mètres cubes d'eau. Les projets de réhabilitation de la ville dévastée, qui avancent rapidement, sont une belle opportunité politique et économique pour le clan Haftar, qui règne sur la région de la Cyrénaïque. PHOTO AP

## «On nommera le gouvernement la semaine prochaine.»

MICHEL BARNIER

mercredi, à Reims, lors des journées parlementaires du parti Horizons



Le Premier ministre LR, Michel Barnier, a promis mercredi de nommer un gouvernement «la semaine prochaine», expliquant faire «des choses méthodiquement, sérieusement». Mais l'ex-commissaire européen, qui ne dispose pas de majorité absolue à l'Assemblée, va devoir veiller aux équilibres de sa supposée coalition, réunissant le bloc macroniste (Renaissance, Horizons, MoDem), la droite et Liot. Il s'agit pour lui de renouveler une équipe sans doute élargie à la droite – il a promis des «ruptures» et les parlementaires LR ont donné leur feu vert mercredi à une participation au gouvernement –, tout en ouvrant à la gauche et sans braquer l'extrême droite.

A gauche pourtant, nombreuses sont les personnalités qui ont rejeté toute participation, comme le maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, ou la présidente de la région Occitanie, Carole Delga. Lundi, lors d'un échange téléphonique, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, et le président du groupe rose à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, ont prévenu Michel Barnier: aucun socialiste n'intégrera son gouvernement. Même parmi les macronistes, le nouveau Premier ministre aura fort à faire, l'aile gauche du parti présidentiel posant des lignes rouges, comme le ministre démissionnaire de l'Industrie Roland Lescure dans *Libération*, notamment sur l'immigration.

## Groupes de niveau: «un échec cinglant pour Gabriel Attal»

Il y a les annonces, et la réalité du terrain. Les groupes de niveau, sortis du chapeau en décembre 2023 par l'ancien ministre de l'Éducation Gabriel Attal dans le but de relever le niveau des élèves avec son «choc des savoirs», redescendent comme un soufflé. Censé être mis en place en français et en mathématiques en cette rentrée dans les classes de sixième et de cinquième, le dispositif, rebaptisé «groupes de besoins» par la ministre démissionnaire Nicole Belloubet pour mieux faire passer la conteste auprès des syndicats postuletaires, peine à s'installer.

**Compétences.** 64,5% des collèves ne mettent pas en place ces groupes «tels que voulus par Gabriel Attal», c'est-à-dire en regroupant les collégiens selon leurs compétences dans les cours de maths et de français, selon une enquête du Snes-FSU menée auprès de 546 collèves et publiée mercredi. Seuls 35,5% des établissements les «appli-

quent complètement» sur toutes les classes des niveaux concernés, précise le premier syndicat du secondaire.

Les autres effectuent du soutien ponctuel en français ou en mathématiques, certains alignent leurs classes dans des groupes hétérogènes qui mélangent donc les niveaux des élèves, d'autres ne font tout simplement pas de groupes par manque de profs ou par manque de classes. «C'est un échec cinglant pour Gabriel Attal, tacle Sophie Vénétat, secrétaire générale du Snes-FSU. Deux tiers des établissements n'ont pas de groupes du tout. Après six mois de mobilisation, on reste déterminés à ne pas trier les élèves.»

L'enquête menée par le SNPDEN, le premier syndicat des chefs d'établissement, auprès de 1300 collèves et rendue publique mercredi, fait le même constat: seuls 21% des établissements ont strictement appliqué la mesure voulue par Gabriel Attal, selon les chiffres du syndicat. 78% ont

surtout entendu la soulesse mise en avant par Nicole Belloubet. «La moitié des établissements n'a tout simplement pas les moyens de mettre en place ces groupes, pointe Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN. Certains les ont mis en place au détriment d'autres dispositifs, en supprimant notamment les dédoublements de classe.» 4% des collèves n'ont tout simplement pas appliqué la réforme et environ 60% ont opté pour des groupes hétérogènes.

**«Caution».** Bruno Bobkiewicz le sait, ces groupes ne pourront pas être déployés l'an prochain en quatrième et troisième, comme prévu initialement: «Avec deux niveaux déjà, les emplois du temps se sont largement complexifiés, alors sur quatre niveaux c'est techniquement impossible, notamment quand on a des professeurs en temps partiel. Sans argent, il ne peut pas y avoir de déploiement du dispositif. C'est ce qui peut nous sauver.»

Malgré tout, le ministère poursuit sa communication pour vendre son projet. Mercredi, Bernard Beignier, recteur de l'académie de Paris, s'est par exemple déplacé avec des inspecteurs de français et de mathématiques dans un petit collège mixte du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris où les enseignants ont lutté durant des mois contre la mise en place des «groupes de besoins», sans obtenir gain de cause de leur principal.

«On est gênés de servir de caution dans la communication du rectorat et du ministère alors qu'on est complètement contre», glisse Valentin, professeur de maths et syndiqué CGT. Dans cet établissement, une cinquantaine d'élèves ont été partagés de la rentrée en trois groupes: un groupe d'une dizaine d'élèves très faibles, et deux groupes de 20 élèves avec un bon niveau. Résultat: «Aucune stimulation chez les moins bons et une compétition accrue pour les autres. La cata.»

CÉCILE BOURGNEUF

50

millions de dollars (environ 45 millions d'euros): C'est «la plus grosse compensation de l'histoire des États-Unis accordée à un plaignant pour une erreur judiciaire». Elle sera versée par les autorités de Chicago à Marcel Brown, un Afro-Américain condamné à tort en 2011 à trente-cinq ans de prison pour meurtre.

## Marine Le Pen condamnée en appel pour diffamation

Marine Le Pen est bel et bien condamnée. La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi sa peine de 500 euros d'amende avec sursis pour diffamation envers la Cimade, une association d'aide aux migrants. En cause: les propos qu'avait tenus Marine Le Pen, alors candidate à l'élection présidentielle, lors d'un entretien pour BFM TV en janvier 2022. Interrogée sur l'hypothèse que les associations humanitaires soient complices du délit d'entrée, elle avait alors répondu: «Ils sont mêmes complices des passeurs, oui, parfois», avant de cibler di-

rectement la Cimade. Elle avait également remis en cause les subventions que touchent les ONG de défense des migrants. En octobre 2023, la députée Rassemblement national de la 11<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais avait déjà été reconnue coupable pour ces propos et condamnée pour diffamation publique envers un particulier. La justice avait alors estimé que ses dires avaient «été passés la dose d'exagération possible dans le contexte dans lequel ils ont été prononcés» et que «les limites de la liberté d'expression [avaient] été franchies».

La cheffe de file des députés RN prend donc ses marques au tribunal. Le 30 septembre, elle sera aussi jugée aux côtés de 26 autres personnes devant le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire des assistants parlementaires fictifs à Strasbourg. Soupçonné de détournement de fonds publics européens, le parti d'extrême droite est concerné jusqu'à sa présidence: Comme l'a révélé *Libération* lundi, Jordan Bardella aurait fourni des fausses preuves de travail pour justifier son poste d'attaché parlementaire en 2015.

(avec AFP)

## Breakdance L'Australienne «Raygun», risée des JO, numéro 1 mondiale

La breakeuse australienne «Raygun», interprète de la «danse du kangourou», a su rebondir. Moquée à Paris, où elle a été éliminée en qualifications, elle a ensuite été parodiée dans des talk-shows internationaux et les amateurs de break du monde entier se sont demandé comment elle avait pu être sélectionnée – la sportive avait dénoncé une vague de haine et de harcèlement. Mais Rachael Gunn, 37 ans, tient sa revanche: elle a été sacrée numéro 1 mondiale de son sport par la Fédération mondiale de danse sportive. Le classement se base sur les quatre meilleures performances des athlètes au cours des 12 derniers mois. Avec peu d'événements organisés entre décembre 2023 et les JO, «de nombreux athlètes n'ont qu'un seul résultat dans le cadre d'une compétition comptant pour le classement», explique la fédération. «Raygun» avait remporté le championnat d'Océanie, ce qui lui a valu 1 000 points. PHOTO GETTY IMAGES AFP







Le journaliste Didier Roustan, à Paris, le 29 mai 2006. PHOTO LUDOVIC CAREME

# Didier Roustan

## Le football en dehors des lignes

DISPARITION

Voix romantique et décalée du foot, passé par TF1, France Télévisions, Canal et l'Equipe TV, le journaliste était un amoureux de l'art du jeu. Il est mort mercredi à 66 ans.

Par  
**GRÉGORY SCHNEIDER**

La scène remonte à sept ou huit ans, sur le plateau d'une émission de *l'Equipe du soir* que l'auteur de ces lignes avait partagé avec le journaliste Didier Roustan. Un chroniqueur venait tout juste de sortir une histoire de contravention, sans rapport (ou lointain) avec les sujets sportifs du soir. Ça roupillait un peu. Roustan avait alors pris la parole : « C'est comme moi : j'ai vécu deux ans avec une prostituée. » Stupeur générale. « Ben oui. Vous savez quoi ? Je devais faire gaffe à ne jamais laisser mes affaires chez elle, pas même une brosse à dents. Sinon, tu peux tomber pour proxénétisme. » Didier Roustan est mort mercredi à 66 ans. Il a travaillé dans toutes les plus grandes chaînes : TF1 où il était rentré en stage à 18 ans, France 2, Canal+, l'Equipe TV. Et partout, durant plus de quatre décennies, il aura fait exister au cœur même de médias *mainstream*, dont l'expression était parfois corsetée par l'achat de droits et la nécessité de valoriser ceux-ci, les deux dernières choses qu'un journaliste soucieux de faire carrière bien au chaud dans les « grandes maisons » peut se permettre d'habiter : la marge et la digression.

### PAS DE TEMPS À PERDRE

La marge parce qu'il avait dans l'idée que le peu de vérité que l'on peut encore arracher à un football écrasé par le poids du storytelling et de la communication officielle de ceux qui encadrent les joueurs (Roustan mettait ceux-ci à part, toujours) se trouve quelque part à côté, que ce n'était pas donné à voir et à entendre. Et qu'il fallait à toute force aller le chercher.

La digression parce que c'était sa liberté, en plus du moyen de l'éprouver. On plaisantait tantôt avec lui de ses incroyables vidéos de près d'une heure trente postées sur le site de *l'Equipe*, quelque part entre les discours de politique générale à la Fidel Castro et la longue dérive d'une barque dont il aurait coupé les amarres en se regardant lui-même dériver. « J'ai trouvé le truc au bout de quarante minutes, répondait-il sans ciller. Et les gens peuvent écouter ça quand ils font la cuisine. » La prostituée et la brosse à dents, c'était pour réveiller le plateau. A maintes reprises, on l'a senti physiquement se crispier quand les débats empruntaient des chemins mille fois rebattus. Il n'avait pas de temps à perdre. Et ceux qui regardaient l'émission non plus.

En amont d'un Mondial 2006 terminé par un coup de boule de Zinedine Zidane qui ne lui avait pas déplu, et qu'il ne se serait de toute façon jamais permis de juger, *Libération* avait décrit sa trajectoire professionnelle ainsi : « Une succession de chutes libératrices. » Né au Congo d'une mère martiniquaise journaliste à l'AFP et d'un père cadre d'une institution financière internationale, il découvre la France et Cannes à 3 ans. Ses grands-parents s'occupent alors de lui. Excellent défenseur, il s'entraîne avec les pros de l'AS Cannes à 16 ans, mais se fait virer pour s'être rebiffé après une remarque d'un entraîneur. « Une amie m'a dit un jour que j'étais révolutionnaire, soutiendrait-il à Libé. Parce que dans le mot, il y a "rêve", "évolution" et "d'être". Et moi, j'ai besoin d'être. » Il se donne le beau rôle. Les témoins de l'époque se souviennent non seulement d'un défenseur dur, mais méchant. Aux antipodes des artistes du ballon que Didier Roustan défendra ensuite toute sa vie durant, leur passant beaucoup de choses tout en considérant sévèrement (« Comment il s'appelle lui, tu m'as dit ? ») ceux qui étaient pourvus d'un talent moindre. Faute d'avoir appris un métier, il



Il aura fait exister [...] les deux dernières choses qu'un journaliste soucieux de faire carrière bien au chaud dans les "grandes maisons" peut se permettre d'habiter: la marge et la digression.

envisage de devenir pêcheur parce qu'il se faisait de l'argent de poche comme ça l'était. Sa mère lui obtint un stage de trois mois à TF1, il y resta treize ans et demi.

Dans son autobiographie parue l'an passé (1), Roustan multiplie les anecdotes sur cette période qu'il tenait pour bénie. Mais il oublie celle-là. Arrivé à la bourre le jour d'un duplex avant un match parce qu'il a passé l'après-midi avec une fille dans un hôtel, il entreprend son jeune collègue, qui poireaute depuis deux bonnes heures: «*Retiens bien ce que je vais faire.*» Et Didier Roustan d'appeler la régie de la chaîne pour leur passer un savon carabiné: «*Vos transmissions sont pourries, ça fait deux heures que j'essaie de vous joindre, plus jamais vous ne me faites ce coup-là.*», etc. Avant de racrocher, royal: «*Et voilà le travail.*»

On veut dire ainsi qu'il avait trouvé dans le journalisme sportif un espace de liberté sans pareil. Sans frontières puisque les joueurs viennent de partout, excitant car le football met le monde entier en transe, suffisamment relâché aussi («*Ce n'est que du foot.*», manière de dire non pas que c'est moins important qu'autre chose, mais qu'on raisonne à côté, sur une échelle différente), toujours à hauteur d'homme. Et plus neuf que d'autres domaines comme le cinéma ou la politique, c'est-à-dire plus aisé à «habiter» intellectuellement. Quand on se souvient de l'époque où Thierry Roland était la voix du foot sur TF1, c'est peu dire que Roustan élargit les perspectives. Seulement voilà, le patriotisme sportif à tous crins du premier avait la vie dure. Et un Roustan qui sonorisait les cinq buts passés par les Bleus à la sélection belge lors de l'Euro 1984 avec *Toda Menina Baiana* de Gilberto Gil, sans le moindre commentaire par-dessus (2), ne pèse pas lourd aux yeux de la chaîne de Bouygues. On confesse cependant, nous, être né au football ou plutôt à sa consommation télévisuelle lors de ces minutes-là. Quelque part au fil des notes de *Toda Menina Baiana*. Plaquées sur un stade de la Beaujoire (France-Belgique se déroulait à Nantes) nimbé de lumière où le cadre, la musique et les attitudes de Luis Fernandez ou Michel Platini formaient un tout organique, parfaitement ordonné, disant l'euphorie et la joie. Et cette promesse d'éternité liée à l'enfance et au jeu. Une aspiration suffisante pour illuminer la vie d'un homme, fût-il simple télé-spectateur. En 1989, Didier Roustan est débâché par Canal+ et par son directeur des sports Charles Biétry, qui lui promet qu'il partagera les commentaires des matchs avec Michel Denisot.

Il ne tiendra pas parole. Et Didier Roustan, après un passage sur France 2, suit sa pente: la politisation du sport à travers la création d'un syndicat des joueurs, éternels laissés-pour-compte d'un système qui endure leur conscience sous des montages de dollars. Il sera reçu par Diego Maradona ou George Hagl, tapera sur l'épaule des sommités de l'époque mais sortira rincé après cinq années à écumer la planète, faisant souvent la

navette entre l'Europe et une Amérique du Sud qu'il considérait comme le berceau du jeu, parce que l'Uruguay (quatre titres de champions du monde si on compte les deux titres olympiques à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle), parce que Pelé, parce que Diego Maradona. Roustan s'épanchera longtemps sur les peaux de bananes glissées en sous-main par les instances et les clubs («*Le pot de terre contre le pot de fer*»), ses détracteurs lui reprocheront une utilisation opaque des fonds récoltés et il repartira de zéro ou presque, courant la pige sur TV5 Monde, le Loto Foot ou TPS, modestes points de chute à l'échelle du bonhomme. En 1999, l'Equipe TV lui donnera une assise à sa mesure. Elle a consisté, pour faire court, à le laisser vivre. Outre les digressions filmées sans fin et les quiz étranges filmés dans son salon au milieu d'un désordre indescriptible, ce sont les émissions de débat qui laisseront la marque la plus durable. A travers un axe simple, quoique contre-intuitif: dans le foot, tout le monde ment. Et le résultat ment aussi. Beaucoup ont voulu y voir midi à leur propre porte et du romanesque. Ils ont eu tort. C'est plutôt la froideur mécanique non pas du football, celui-ci ne change pas beaucoup, mais de ce que ceux qui le contrôlent ont décidé d'en faire, qu'il faut combattre, sans la nier en se réfugiant dans quelques paradis perdus nostalgiques.

#### DÉFICATION

Didier Roustan n'aura jamais cessé de le faire. Dans cet ordre d'idée, il n'aimait pas beaucoup le premier titre mondial décroché par les Bleus en 1998, à son idée une incroyable conjonction des planètes entre un arrière droit (Lilian Thuram) qui met les deux seuls buts de sa carrière tricolore en demi-finale contre les Croates, un meneur de jeu (Zinedine Zidane) à côté de la plaque tout le tournoi qui met subitement deux buts de la tête en finale alors qu'il n'a jamais essayé de marquer ainsi avant et l'arrêt cardiaque qui a frappé le meilleur joueur de la planète (l'attaquant brésilien Ronaldo) l'après-midi de cette finale. Pour en avoir discuté avec lui, on sait que ce n'est pas le côté un peu terne de l'expression collective et technique de l'équipe d'Aimé Jacquet qui lui posait problème, mais ce qu'on en a fait ensuite. Un appauvrissement général autour de l'idée qu'une compétition se gagne en défense. Les débats à venir tués dans l'œuf sur l'autel du succès. Le côté effrayant de la défécation des joueurs (et il en connaissait certains dans les coins) qui, selon lui, avaient aussi eu le mérite de se trouver au bon endroit au bon moment.

Sans doute, le changement de paradigme du football tricolore – de perdants romanesques à machines enchaînant les succès à répétition – lui a mis en tête que le temps passait, le sien et celui des autres. Son invraisemblable collection de maillots, à commencer par celui d'Argentinos Junior qu'il préférait entre tous, lui aura au moins permis de le ralentir un peu. Et de remettre le curseur du jeu au point d'origine: ce n'est jamais le foot d'avant dont on est nostalgique, mais son enfance que l'on regrette. ➤

(1) Didier Roustan, *Puzzle*, éditions Marabout, 2023, 432 pp., 19,90 €.

LIBÉ.FR

**Didier Roustan, les maillots dans la peau**

Le journaliste sportif mort dans la nuit de mardi à mercredi était aussi un esthète passionné par les tuniques de foot.



## RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

**CITOYENS, SCIENTIFIQUES, POLITIQUES, MILITANTS : VENEZ DEBATTRE ! • ANIMATIONS POUR SENSIBILISER SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE • RENCONTRES ET SIGNATURES AVEC DES ARTISTES ENGAGÉS • SPECTACLE DE STAND-UP ET CONCERT EXCEPTIONNEL**

**INSCRIPTION GRATUITE**



Logo of the event, including 'Libération' and 'CLIMAT Libé TOUR'.



## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par écrit de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/76/77/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales ; tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379€ HT, Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT, Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT, Société en nom collectif (SNC) 210 € HT, Société à responsabilité limitée (SARL) 141 € HT, Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 118€ HT. Nominations des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT, LES TARIFS annonces légales ou judiciaires (espace inclus) sont constitués et nominatifs des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,232 € HT).

## 75 PARIS

Divers  
société

## HGC

SASU au capital de 300 € Siège social : 45 rue Cozzier 75012 PARIS RCS PARIS 830308500 Par décision du président du 10/09/2024, il a été décidé de transférer le siège social au 7 allée des 4 Casters 93130 BOGUES à compter du 11/09/2024. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de BORDEAUX.



est habilitée pour toutes  
vos ANNONCES LÉGALES  
sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00

legales-libe@teamedia.fr

## Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

## Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD  
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk  
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

## Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

## MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Ampis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT  
EN ARTS ASIATIQUES

## Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,  
mobiliers, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...

## MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer  
une annonce dans

Vous avez accès à internet ?

Descouvrez notre site de petites annonces en ligne  
<http://petites-annonces.liberation.fr>

Libération

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale **34,90€** par mois<sup>(1)</sup>

Soit plus de **48% de réduction** par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée limitée sans engagement valable jusqu'au 31.12.2024.

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération.  
Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,  
60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération.

LIB23

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage<sup>(1)</sup> + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **34,90€ par mois** (au lieu de 68€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Expire le \_\_\_\_\_

mois \_\_\_\_\_

année \_\_\_\_\_

Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

☐ **Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 384€** pour un an d'abonnement (au lieu de 832€, prix au numéro).

(1) Cette offre est valable jusqu'au 31/12/2024 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par une postale. Conformément à l'article L221-18 du Code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours après installation de votre abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez contacter le service client en écrivant à [abonnement@liberation.fr](mailto:abonnement@liberation.fr). Les informations : (i) les villes les plus proches de votre inscription sont disponibles à Libération pour les abonnés abonnés ; (ii) inscription au site [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) et le cas échéant ; (iii) gestion de votre abonnement ; (iv) inscription aux newsletters de Libération ; (v) inscription aux communications de nos partenaires. En acceptant les conditions générales d'utilisation de Libération, vous autorisez Libération à vous envoyer par email des offres et informations personnalisées en lien avec votre compte. Vous pouvez vous opposer à tout moment par un lien de désinscription situé en bas de chaque email. Également conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, contactez-nous à votre compte abonné ou contactez Libération à l'adresse suivante : Libération - Service Client - 13, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris, en joignant de votre identité. Pour toute information complémentaire, consultez notre Politique des Données Personnelles.

pière d'Studio 2023



Pour faire un don  
scannez ce QR code

M8i  
+ T8i  
+ EUX  
= NOUS  
ENSEMBLE  
AGISSONS.  
DONNEZ !



Pour un monde  
plus juste  
et plus solidaire

Rejoignez  
le Secours populaire  
proche de chez vous.  
[secourspopulaire.fr](http://secourspopulaire.fr)





# À LA TÉLÉ CE SOIR

## TF1

**21h10. HPI.** Série. L'effet réseau. Froid de canard.  
**23h30. HPI.** Série.  
 2300 calories. Chelou / Pas chelou.

## FRANCE 2

**21h05. Envoyé spécial.** Magazine. 3 reportages.  
**22h55. Complément d'enquête.** Magazine.  
 Donald Trump, la stratégie du chaos. Présenté par Tristan Leclercq.

## FRANCE 3

**21h05. Meurtres à Lille.** Téléfilm. Avec Annelise Hesme, Loup-Denis Elion.  
**22h50. La France en vrai.** Documentaire.

## CANAL+

**21h00. Sile.** Série. Les gardiens de la flamme. Hanna.  
**22h35. Les génies de la nature en Afrique du Sud.** Documentaire.

## ARTE

**20h55. Mum.** Série.  
 Mars Avril Juin. Juillet. Septembre. Novembre.  
**23h45. Brad Pitt.** Documentaire. La revanche d'un blond.

## M6

**21h10. Red 2.** Comédie. Avec Bruce Willis, John Malkovich.  
**23h15. Red.** Comédie. Avec Bruce Willis, Morgan Freeman.

## FRANCE 4

**21h00. Ibrahim Maalouf à l'Accor Hôtel Arena.** Concert. Les estivalles de Culturebox 2023.

## FRANCE 5

**21h10. Expédition Pétra :** sur la piste des Nabatéens. Documentaire. 22h45.  
**C ce soir.** Magazine.

## PARIS PREMIERE

**21h00. Robocop.** Action. Avec Joel Kinnaman, Michael Keaton. **23h00. Creepshow.** Série. 4 épisodes.

## TMC

**21h25. Le Hobbit :** la bataille des cinq armées. Aventures. Avec Martin Freeman, Ian McKellen. **23h50. 90° Enquêtes.** Magazine.

## W9

**21h10. Ne le dis à personne.** Thriller. Avec François Cluzet, Marie-Josée Croze. **23h30. Enquête d'action.** Magazine.

## NRJ12

**21h10. Fan des années 80.** Mémoire culturelle. Année 1985. Année 1986. **22h50. Fan des années 80.** Magazine.

## C8

**21h20. Y a que la vérité qui compte.** Divertissement.  
**23h15. Y a que la vérité qui compte.** Divertissement.

## TFX

**21h05. Tattoo Cover :** Sauveurs de tatouages. Télé-réalité. **23h20. Tattoo Cover :** Sauveurs de tatouages.

## CS24

**21h10. Non-stop.** Thriller. Avec Liam Neeson, Julianne Moore. **23h10. Star Trek sans limites.** Film.

## TF1 SÉRIES FILMS

**21h00. New York section criminelle.** Série. La malédiction du livre. Chantage sur internet. **22h45. New York, section criminelle.** Série.

## 6TER

**21h10. Les Reines de la route.** Documentaire. 2 épisodes.  
**23h20. Les Reines de la route.**

## CHERIE 25

**21h05. La belle époque.** Comédie dramatique. Avec Daniel Auteuil. **23h25. Parents d'élèves.** Film.

## RMC STORY

**21h10. 100 jours avec les secours.** Documentaire. Samu de Bourgogne : course contre la montre pour sauver des vies. **22h40. 100 jours avec les secours.** Documentaire.

## LCP

**20h30. Rembob'ina.** Magazine. Le débarquement de Normandie, 80 ans après. **22h00. Sens Public.**



www.libération.fr  
 113, avenue de Choisy,  
 75013 Paris  
 tél. : 01 88 47 98 80  
 contact@liberation.fr

Édité par la SARL  
 Libération  
 SARL au capital  
 de 23 243 662 €  
 113, avenue de Choisy,  
 75013 Paris  
 RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire  
 Presse Indépendante SAS

Copérintants  
 Dov Alfon,  
 Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication  
 Dov Alfon

Directeur de la rédaction  
 Dov Alfon

Directeur délégué  
 de la rédaction  
 Paul Guinio

Directrices adjointes  
 de la rédaction  
 Stéphanie Aubert,  
 Lauren Provost,  
 Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique  
 Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef  
 Michel Bequembourg  
 (spéciaux), Frédéric  
 Bézuat (présente),  
 Laure Bretton (FO), Gilles  
 Dhers (pilotes web),  
 Christian Losson  
 (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints  
 Lilian Alemagna (France),  
 Anne-Laure Barret  
 (environnement),  
 Lionel Charrier (photo),  
 Cécile Daumas (C),  
 Sonia Delesalle-Stolper  
 (monde), Fabrice Drouzy  
 (suppléments),  
 Yoann Duval (forums),  
 Matthieu Ecoffier (idées),  
 Quentin Girard  
 (modes de vie),  
 Cédric Mathiot  
 (checknews),  
 Camille Paugam (actu),  
 Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS  
 Site : abo.libération.fr  
 abonnement@liberation.fr  
 tarif abonnement : 1 an  
 France métropolitaine : 364 €  
 tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ  
 Libé plus  
 113, avenue de Choisy,  
 75013 Paris  
 publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES  
 & CARNET  
 10, bd de Grenelle  
 75013 Paris  
 tél. : 01 87 39 80 20  
 annonces@teamedia.fr

IMPRESSION  
 Midi Print (Gallargues),  
 POP (La Courneuve),  
 Nancy Print (Jarville),  
 GLA (Reno)  
 Imprimé en France

ACPM

LETRI + FACILE

Membre de l'ACPM,  
 CPPAF : 1125 C 80064,  
 ISSN 0335-1793

Origine du papier : France  
 Taux de fibres recyclées :  
 100 % Papier détenu de  
 l'Eco-label européen  
 N° F/0701

Indicateur  
 d'eutrophication :  
 P107 0026 kg/dt de papier  
 La responsabilité du  
 journal ne saurait être  
 engagée en cas de non-  
 restitution de documents.  
 Pour joindre un journaliste  
 par mail : initiale du  
 prénom.nom@liberation.fr

## ► SUDOKU 5373 MOYEN

				1	2			
1		9	6	7	2			
				9	4		8	
8	6	7				3	5	1
	1				5	4	6	
	9	5				2	3	7
3		1		7				
			3	5	8	6		4
6	5	4					7	

## ► SUDOKU 5373 DIFFICILE

8			2					4
				5	1	8	6	
5			7	8				
	8		5	1			3	4
3	6			2	7			
				4	2			1
1	4	6	9					
3		1		8	4		2	



Solutions des  
 grilles précédentes

MOYEN

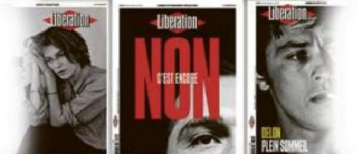
4	6	3	7	2	5	8	9	1
8	7	1	3	9	4	5	2	6
9	2	5	8	6	1	4	7	3
1	3	7	4	5	8	2	6	9
2	4	6	9	7	3	1	5	8
5	8	9	6	1	2	3	4	7
3	9	4	2	8	6	7	1	5
6	5	8	1	4	7	9	3	2
7	1	2	5	3	9	6	8	4

DIFFICILE

4	5	6	7	8	3	1	9	2
7	3	2	6	9	1	5	3	4
9	1	3	2	4	5	6	7	8
1	8	4	5	7	2	3	6	9
2	6	7	1	3	9	8	4	5
5	9	4	6	8	2	1	7	3
3	1	8	2	7	4	5	6	9
6	7	2	3	5	4	9	8	1
8	4	5	9	1	6	7	2	3



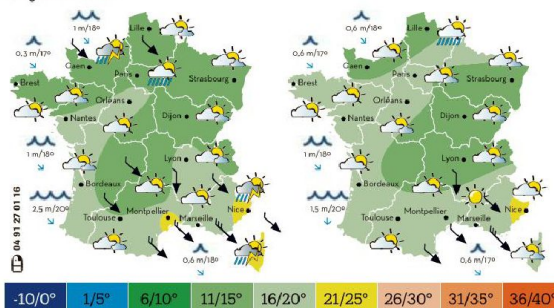
Retrouvez les derniers  
 numéros de Libération  
 et nos collecteurs sur  
 notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

## JEUDI 12

Grande fraîcheur, éclaircies au Nord.  
 Ciel plus nuageux au Sud et en particulier  
 sur les reliefs. Mistral et tramontane soufflent  
 fortement. Risque orageux en Corse.  
**L'APRÈS-MIDI** Temps variable avec des  
 giboulées sur la moitié Nord-Est et en  
 montagne. Belles éclaircies à l'Ouest.  
 Vent très fort au Sud-Est et soleil.  
 Orageux en Corse.



Agitée, Peu agitée, Calme, Fort, Modéré, Faible. meteo www.lachainemeteo.com

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	14	Lyon	12	15	Alger	20	26
Caen	10	15	Bordeaux	13	18	Berlin	9	16
Brest	11	15	Toulouse	14	18	Bruxelles	8	14
Nantes	9	16	Montpellier	16	21	Jérusalem	24	32
Paris	9	15	Marseille	17	20	Londres	7	13
Strasbourg	9	14	Nice	21	25	Madrid	16	26
Dijon	9	15	Ajaccio	20	21	New York	15	24



## IDÉES/

# Benjamin Stora

## «Du silence des Algériens qui ont combattu pour l'indépendance est né un trou de mémoire»

**L'historien publie ce jeudi une BD sur l'histoire complexe de la présence algérienne en France au cours du XX<sup>e</sup> siècle, illustrée par les dessins de Nicolas Le Scanff. Avec l'objectif de panser les plaies du passé.**

Recueilli par  
**LÉA MASSEGUIN**

Rendre accessible au plus grand nombre l'histoire de l'immigration algérienne en France. Combattre les stéréotypes autour des Algériens, longtemps considérés comme des «hommes sans nom» dans l'Hexagone. Eduquer la jeunesse, trop longtemps privée de mémoire. C'est le pari que se sont lancés l'historien Benjamin Stora et le dessinateur Nicolas Le Scanff avec leur bande dessinée *les Algériens en France. Une histoire de générations* (la Découverte) en kiosques ce jeudi. À travers les destins croisés de trois participants à une marche antiraciste organisée dans les années 80, l'ouvrage retrace la vie de ces Algériens et Algériennes, privés de droits lors de la période coloniale, qui ont quitté leur terre natale pour la France au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Une manière, pour les enfants d'immigrés, de comprendre cette histoire singulière et de «soigner les blessures du passé», selon Benjamin Stora.

**Votre bande dessinée est la première du genre à offrir un récit sur le temps long de l'immigration algérienne en France. Pourquoi cette histoire est-elle si peu documentée ?**

L'histoire de cette immigration est très singulière et complexe. Déjà parce qu'il est difficile de savoir comment appeler les Algériens en France. Si on revient au point de départ, les Algériens ne sont pas des immigrés dans la mesure où l'Algérie était considérée comme rattachée à la France, composée de trois départements. Ceux qui arrivaient en métropole au cours de la Première Guerre mondiale n'étaient de fait pas considérés comme des étrangers au même titre que les Espagnols, les Polonais ou les Italiens. Là où ça se complique, c'est qu'ils n'étaient pas non plus considérés comme des sujets coloniaux comme les Marocains ou les Indochinois. Résultat : les Algériens, ni étrangers ni français, étaient des hommes sans nom et invisibles jusque dans les années 50. Pour vous donner une image : quand j'ai quitté l'Algérie pour la France en 1962, je connaissais moins bien la société française que des Algériens arrivés quinze ans plus tôt et qui n'avaient pas la nationalité française. C'est surréaliste. Alors, qui étaient-ils en vérité ? On

les appelait les «Nord-Africains», ce qui ne veut rien dire. Avec Nicolas Le Scanff, nous avons donc dû surmonter une première difficulté de méthode dans le titre et l'écriture du scénario de notre bande dessinée : *les Algériens en France*, et non pas *les Immigrés algériens en France*.

Parce que les Algériens sont devenus des Algériens à partir de l'indépendance. Pour raconter cette histoire, nous avons fait le choix de partir d'un événement du présent, à savoir la Marche des beurs [*marCHE antiraciste organisée en 1983, ndlr*], un événement historique qui était aussi le mien, étant à cette époque un militant politique très engagé.

**Vous balayez donc le stéréotype selon lequel la présence algérienne dans l'Hexagone a débuté avec la guerre d'Algérie...**

Plusieurs clichés sont combattus dans cette histoire. Le premier concerne effectivement l'arrivée en France des «Nord-Africains» durant la guerre d'Algérie, alors qu'ils étaient déjà présents massivement sur le territoire : environ 100 000 durant l'entre-deux-guerres,

lequel ils ont connu le droit ouvrier, le socialisme ou encore la République – qui n'existaient pas dans la société coloniale. Les relations amoureuses avec les Françaises ont également joué un rôle important, notamment pour des raisons économiques, puisque les Algériens n'avaient pas le droit d'investir eux-mêmes dans des commerces. Les femmes de Messali Hadj et de Ferhat Abbas, les deux principaux grands leaders du nationalisme algérien, étaient d'ailleurs françaises.

Le second stéréotype que j'ai voulu combattre est celui de cet immigré écrasé de sommeil qui travaille et qui dort, ce qui ne correspond pas tout à fait à la vérité historique. Il s'agissait plutôt d'hommes qui travaillaient et s'engageaient. L'activité militante et culturelle à l'époque était très importante.

**Quelle était la force de l'engagement politique des Algériens en France à cette époque ?**

La quasi-totalité des Algériens en France étaient en faveur de l'indépendance de l'Algérie. D'où leur engagement massif dans les premières organisations nationalistes telles que l'Etoile nord-africaine, le Parti du peuple algérien à travers la personnalité de Messali Hadj, la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) ou le Mouvement national algérien (MNA). Les cafés, où l'on se réunissait pour discuter de politique, trouver du travail ou prendre des nouvelles du pays, ont joué un rôle primordial à cette époque. L'engagement politique, la lutte anticolonialiste et le nationalisme leur ont



MARSEILLE, 15 OCT



INTERVIEW

dont près de 90% de Kabyles. En arrivant dans l'Hexagone, les soldats algériens recrutés durant la Première Guerre mondiale ont découvert une société française beaucoup moins raciste que la société coloniale qu'ils connaissaient. Beaucoup d'entre eux sont ainsi retournés dans le pays dans

justement permis de récupérer leur identité, d'appartenir à une nation. De nombreuses personnalités françaises ont également soutenu le peuple algérien, que ce soit dans les années 30 (les trotskistes, les anarchistes, les syndicalistes, les surréalistes...) ou pendant la guerre d'Algérie (Gisèle Halimi,





Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir...). Il fallait donc raconter cette histoire à travers cette force de l'engagement, qui s'est beaucoup perdue.

**Pourquoi vous êtes-vous tourné vers la bande dessinée ?**

Je souhaitais adapter et vulgariser mon travail académique d'historien

dans la culture populaire, et ainsi toucher le plus grand nombre, en particulier la nouvelle génération. Cet ouvrage est avant tout destiné à la jeunesse, souvent privée de mémoire. Comment raconter l'histoire d'hommes sans nom, qui sont des militants anticolonialistes et qui ensuite restent en France ? Il

s'agit d'une histoire très compliquée. Les Algériens qui ont combattu pour l'indépendance ont eu du mal à transmettre cette histoire, de ce silence est né un trou de mémoire. Avec cette bande dessinée, mon objectif est de retrouver cette mémoire perdue.

**Pourquoi raconter cette histoire**

Planche  
de la BD  
les Algériens  
en France.

PHOTO  
LA DÉCOUVERTE

**«Cet ouvrage est avant tout destiné à la jeunesse [...]. Comment raconter l'histoire d'hommes qui sont des militants anticolonialistes et qui ensuite restent en France?»**

**à travers un récit intergénérationnel ?**

Ces trois ou quatre générations sont interpenétrées, elles ne peuvent pas se comprendre l'une sans l'autre. La complexité des origines de la nouvelle génération ne se comprend que par cette passerelle. Comment rester fidèle à la mémoire de son père ou de son grand-père, qui a combattu pour l'indépendance de l'Algérie, tout en vivant comme un Français à part entière ? Faire le tri entre la France coloniale et la société française est une tâche très difficile. Seules des mémoires qui s'entrecroisent peuvent permettre de comprendre cette contradiction. **Vous évoquez également les violences et la répression policière dont ont été victimes les Algériens en France...**

Je reviens bien sûr sur le massacre du 17 octobre 1961 ou l'attentat du 14 décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille, qui ont longtemps été occultés par la France, mais aussi quel quefois par l'Algérie. Mais je mentionne également d'autres dates beaucoup moins connues, comme le 14 juillet 1953, lors duquel la police française a ouvert le feu sur une grande manifestation d'ouvriers algériens, coûtant la vie à de nombreuses personnes. Une autre date, le 9 mars 1956, n'est pas mentionnée dans l'ouvrage mais mérite également d'être reconnue. Il s'agit d'une répression très violente d'une manifestation d'Algériens devant le Palais-Bourbon lors du vote d'une loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie, qui autorisait l'envoi de contingents dans les zones dites «interdites». Hors de ces zones, deux millions de paysans algériens ont ainsi été déplacés de force dans des villages artificiels contrôlés par l'armée, et interdits de revenir dans ces territoires, sous peine d'être abattus. Ces mesures ont conduit à une explosion du nombre de départs d'Algériens vers la France, multiplié par deux durant la guerre. **Pour rapprocher les deux pays,**

**vous aviez recommandé une vingtaine de mesures à Emmanuel Macron lors de la remise de votre rapport, en janvier 2021, sur la réconciliation des mémoires...**

Lorsque j'ai rencontré Emmanuel Macron pour la première fois, avant la campagne présidentielle de 2017, je lui avais dit que la seule chose à faire pour atténuer les blessures était de mettre en place des mesures symboliques. On ne peut pas réparer cent trente-deux années de présence coloniale d'un seul coup, par un seul discours. Le traumatisme est gigantesque, et concerne des millions de personnes, car il faut évoquer aussi le départ des pieds-noirs ou les massacres de harkis. Je lui ai notamment suggéré d'ouvrir les archives et de reconnaître la responsabilité de la France dans le meurtre de Maurice Audin (mathématicien torturé et assassiné à l'âge de 25 ans par l'armée française pendant la bataille d'Alger, en 1957, ndr) ou d'Ali Boumendjel. C'est ce qu'il a fait. Il faut avancer pas à pas, mais c'est déjà considérable.

**Où en sont les travaux de la commission mixte chargée d'étudier les archives des deux pays portant sur la période coloniale, lancés par Emmanuel Macron et le président algérien Abdelmadjid Tebboune ?**

Cinq rencontres ont déjà eu lieu avec nos homologues algériens. Nous avons commencé à établir des chronologies en partant du XIX<sup>e</sup> siècle, lors de la pénétration coloniale, qui a conduit au viol d'une histoire, d'une nation, mais aussi à une dépossession foncière et identitaire. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui, je l'espère, ne pâtira pas de la crise diplomatique actuelle entre les deux États. Il faut néanmoins continuer à investir matériellement et financièrement dans les travaux de cette commission pour pouvoir soigner les blessures du passé. ◆



**BENJAMIN STORA  
ET NICOLAS  
LE SCANNAF  
LES ALGÉRIENS  
EN FRANCE**  
La Découverte,  
144 pp., 23 €.





La Gay Pride organisée par le Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle, le 4 avril 1981, à Paris. PHOTO PATRICK DE NOIRMONT. AFP

# Homosexualité: ceux qui ont eu du courage, et les autres

**Selon le juriste Daniel Borrillo, il ne faut pas minimiser la portée du vote de Michel Barnier contre la dépenalisation de l'homosexualité portée par Robert Badinter. En 1982, le député ne s'est pas opposé à la croisade de la droite, «en continuité avec la politique familialiste de Vichy».**

La controverse actuelle sur l'opposition du Premier ministre à la dépenalisation totale de l'homosexualité en 1981, lorsqu'il était jeune député, mérite à la fois une mise au point historique de la question et un hommage à ceux et celles qui, dans le passé, ont eu le courage de faire avancer les droits fondamentaux.

Rappelons-nous que la naissante lutte pour la dépenalisation de l'homosexualité, en Allemagne au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'est interrompue brutalement avec la prise du pouvoir par les nazis. Les peines contre les homosexuels se sont durcies, le paragraphe 175 du code pénal allemand (héritier du

code prussien) prévoyait jusqu'à dix ans de prison et même les manifestations d'affection (se tenir par la main ou s'embrasser dans la rue...) entre deux personnes de même sexe pouvaient conduire au cachot. Dès 1936, les homosexuels furent envoyés en masse dans les camps de concentration auxquels très peu survécurent. Si l'on estime à quinze mille le nombre d'homosexuels victimes des camps de concentration, il semble raisonnable, d'après Frank Rector, de considérer qu'environ cinq cent mille homosexuels ont trouvé la mort dans les prisons, les exécutions sommaires ou lors de traitements expérimentaux. Paradoxalement, la propagande communiste n'a eu de cesse d'identifier l'homosexualité à une «perversion fasciste».

## MAUVAISE MORALITÉ

Dans ce contexte, le 6 août 1942, quelques mois après la promulgation de la loi sur le statut des Juifs, la France réintroduit une disposition pénalisant l'homosexualité. En effet, le maréchal Pétain modifia le code pénal en insérant le délit des «actes impudiques et contre nature avec un mineur de 21 ans ayant le même sexe que l'auteur», alors que pour les actes hétérosexuels, la ma-

rité était établie à 13 ans. En 1945, à la Libération, le général de Gaulle, en continuité avec la politique familialiste de Vichy, maintiendra cette incrimination en la remplaçant dans le chapitre des «attentats aux mœurs» (art. 331 al. 2). De plus, en 1946, l'article 16 de la loi relative au statut général des fonctionnaires stipulait que: «Nul ne peut être nommé à un emploi public s'il n'est de bonne moralité.» Un article du code du travail établissait, lui, que: «Le maître doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison soit au-dehors, et avertir ses parents [...] des penchants vicieux qu'il pourrait manifester», permettant ainsi de justifier les licenciements pour mauvaise moralité. Quatorze ans plus tard, le 18 juillet

1960, le député gaulliste Paul Mirguet défend son amendement à la loi relative à la lutte contre certains fléaux sociaux parmi lesquels il introduit l'homosexualité. En 1968, la France adopte officiellement la classification de l'OMS, qui fait de l'homosexualité une maladie mentale. Et la droite continue sa croisade homophobe. Le 11 avril 1980, un autre député gaulliste, Jean Foyer fait voter un amendement créant la catégorie «d'outrage public à la pudeur prenant la forme d'un acte contre nature avec un individu de même sexe».

## UN COMBAT ACHARNÉ

Ainsi, durant la période allant de 1960 à 1980, deux incriminations spécifiques concernent l'homosexualité: «d'outrage public» de l'art. 330-2 et «des actes impudiques contre nature» de l'art. 331-2. De ce fait, un acte sexuel consenti entre deux personnes du même sexe de 17 ans était sévèrement réprimé alors qu'un acte sexuel entre un homme mûr et une fille de 15 ans était considéré comme parfaitement légal. Alors que certains aujourd'hui ont tendance à minimiser sa gravité, la suppression du deuxième alinéa de l'article 331 a suscité de longs et difficiles débats entre le 20 décembre 1981 et

le 4 août 1982 lorsque la loi rétablit finalement l'égalité face à la norme pénale en ne distinguant plus entre le caractère hétérosexuel et homosexuel de la relation entre un majeur et un mineur de 15 ans. Après la disparition du crime de sodomie en 1791, l'abrogation du dernier texte pénal stigmatisant les relations sexuelles entre individus de même sexe consacre pleinement la dépenalisation de l'homosexualité en France.

Ce processus est le fruit d'un combat acharné du mouvement LGBT accompagné du courage politique de Robert Badinter, de Raymond Forni et de Gisèle Halimi notamment. Comme l'a remarquablement souligné cette dernière lors du débat parlementaire: «Notre démarche signifie clairement que la loi ne doit pas intervenir dans le choix le plus intime et finalement les plus fondamentaux de l'individu: celui de la sexualité.» Et à Badinter d'argumenter: «La leçon de l'histoire et celle de la réalité judiciaire se rejoignent ainsi. L'incrimination pénale de l'homosexualité, même s'agissant des mineurs de 15 à 18 ans, ne relève pas des exigences de la sûreté publique. Elle relève bien d'un choix idéologique.»

Michel Barnier, en votant contre la loi, avait fait un autre choix, celui de sa famille politique, le RPR, qui en parfaite continuité avec Vichy – un comble pour ceux qui se réclamaient du gaullisme – s'est toujours opposée à l'avancée des droits pour les personnes, les couples et les familles LGBT. Le Premier ministre est-il «homophobe»? On peut probablement le créditer d'avoir évolué comme bon nombre de ses collègues de la droite réactionnaire qui, après avoir juré qu'ils abrogeraient le pacs ou le mariage pour tous, ont finalement changé d'avis, reconnaissant que ces avancées pour l'égalité des droits n'ont en rien sapé les «fondements de la société». Mais une chose est sûre, le jeune Barnier a été en 1982 l'auteur d'un vote homophobe pour «protéger les adolescents des homosexuels prédateurs» et les valeurs familiales. S'il ne l'a pas fait par conviction mais par prudence, alors sa prudence (quand la prudence est partout, le courage n'est nulle part, dit le proverbe) ne doit nullement éclipser le courage de ceux et celles qui dans l'Hémicycle et dans la rue se sont battus pour la liberté. ♦

Dernier ouvrage paru: *la Morale ou le Droit?* (l'Harmattan, 2023).

Par  
**DANIEL BORRILLO**



Juriste



## IDÉES/



## CHRONIQUE

Par  
**MICHAËL FESSEL**  
Professeur de philosophie à l'École polytechnique

## Après les jeux, le pain

**A l'opposé de la formule ironique du poète romain Juvénal, s'il fallait reprocher quelque chose, non aux JO, mais à leurs instrumentalisations politiciennes, c'est d'avoir voulu faire croire que la fête masque les urgences sociales. Or, même réussies, les allégresses populaires n'aveuglent pas sur les nécessités matérielles du présent.**

**M**aintenant que les Jeux olympiques et paralympiques sont terminés, et que la France entre à nouveau dans l'ordinaire des jours, il est possible de revenir sur un jugement très répandu avant leur organisation. *Paenem et circenses*. «Du pain et des jeux» : on a souvent cité cette formule ironique du poète romain Juvénal afin de mettre en cause l'engouement populaire pour ce qui n'est qu'une manifestation sportive.

Emmanuel Macron a contribué à redonner du sens à ce jugement lorsqu'il a érigé les JO en obstacle quasi-constitutionnel à la nomination d'un Premier ministre. Cette dernière n'était pourtant devenue nécessaire qu'à la suite d'une dissolution qu'il avait décidée seul : cela a contribué à ériger les Jeux en prétexte pour divertir le peuple des urgences politiques du moment.

De l'avis général, les Jeux olympiques se sont pourtant bien passés, relativisant la portée des instrumentalisation dont ils ont fait l'objet. La critique des jeux par Juvénal est de type aristocratique : le poète stigmatisait le peuple romain qui, alors qu'il était menacé par les invasions barbares, se consacrait aux plaisirs superflus que lui offrait le pouvoir. Un grand nombre des critiques des JO, surtout lorsqu'elles venaient de l'extrême droite, ont repris ce genre d'accusations.

Un premier démenti a été apporté par l'enthousiasme populaire qui a accompagné les festivités et dont il n'y a aucune raison de penser qu'il n'avait rien de politique. Pendant quelques semaines, une majorité de Français a pu constater que la décadence de la France n'est pas un destin. Dans ce contexte, la joie publique n'est pas un simple divertissement destiné à égayer les foules : elle contredit par l'expérience les jugements les plus pessimistes. Plus important encore, la presse internationale a de manière quasiment unanime salué la réussite de cette manifestation. L'argument de Juvénal selon lequel les jeux, et plus généralement tout ce qui relève des plaisirs civils, témoignent de l'oubli de la grandeur impériale ou nationale a été démenti par les faits. Même ceux qui sont indifférents au sport ou à ses mises en scène spectaculaires.

**Pendant quelques semaines, une majorité de Français a pu constater que la décadence de la France n'est pas un destin.**

res ont dû reconnaître que la France a étonné. Peut-être parce que le monde s'attendait à voir échouer une nation que ses défenseurs autoproclamés ne cessent de déclarer au bord du précipice. Qu'un pays soit reconnu dans sa capacité à organiser des festivités n'a pourtant rien de superficiel ni d'antipolitique. Presque autant que par ses proclamations égalitaires, la Révolution française s'est fait connaître au monde par ses fêtes.

Une fois les Jeux terminés, reste le deuxième aspect de la critique de Juvénal. En stigmatisant le «pain» que le pouvoir romain offrait au peuple, le poète s'est fait le premier critique de l'assistanat. Il reprochait en somme à l'Empire décadent d'acheter la paix sociale, non seu-

lement en organisant des festivités, mais en se préoccupant trop du bien-être matériel des citoyens. Dans une perspective ascétique où le pouvoir se réduit à la grandeur, le pain apparaît politiquement aussi superflu que les jeux. Seul un peuple qui a déjà renoncé à sa puissance peut se soucier de choses aussi basses.

Sur ce point aussi, Juvénal et ses admirateurs contemporains ont tort. S'il fallait reprocher quelque chose, non aux Jeux olympiques, mais à leurs instrumentalisation politiciennes, c'est plutôt d'avoir voulu faire croire que la fête masque les urgences sociales. Or, même réussies, les allégresses populaires ne suffisent pas à transformer la politique en un spectacle qui abolit les différences économiques et

relègue au second plan les considérations sociales. L'accueil mitigé que les spectateurs ont réservé aux dirigeants politiques pendant les Jeux indiquait déjà que les joies collectives n'aveuglent pas sur les nécessités matérielles du présent.

Juvénal n'aurait certainement pas acquiescé au slogan du Front populaire de 1936 : «Pain, paix, liberté.» Le premier de ces objectifs, au moins, lui aurait semblé trop terre à terre. Le propre d'une politique démocratique est, à l'inverse, d'oser réclamer l'union entre le respect des grands principes (paix, liberté) et la satisfaction des désirs nécessaires (pain) comme des plaisirs futiles (jeux). Sur ce point, il y a encore du chemin à faire. ♦



**Retraites : peut-on «suspendre» la réforme avant de la rediscuter ?**

**Où en est la «commission d'enquête populaire» sur les Jeux olympiques et paralympiques ?**

**Pornhub a-t-il retiré toutes les vidéos avec le mot-clé «dormir» à cause du procès de Mazan ?**

**Un tiers des arrêts de travail sont-ils vraiment justifiés ?**

**CheckNews**

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

**Vous demandez  
nous vérifions**



## LIVRES/

# Axel Honneth, la démocratie au travail

Théoricien du concept de «reconnaissance», le philosophe et sociologue allemand, membre de l'Ecole de Francfort, problématise dans son dernier livre les liens entre l'organisation du travail social, soumise à de fortes mutations, et la vie démocratique de nos sociétés.

Par  
ROBERT MAGGIORI

Si dans un chantier les maçons réclament une augmentation de salaire, un allongement de la pause déjeuner ou une sécurisation des échafaudages, le chef d'entreprise sait à quoi s'en tenir, et satisfait ou non aux demandes. Il serait plus embarrassé s'il se trouvait devant une colère diffuse par laquelle ils revendiqueraient d'être dignement traités, d'avantage considérés et respectés. Cette difficulté à saisir, dans les conflits sociaux, l'importance des revendications moralement justifiées a été celle qui a empiété (et empiètre) toute la classe politique, sinon les syndicats eux-mêmes (voir les gilets jaunes). La philosophie et les sciences sociales avaient pourtant, depuis belle lurette, souligné les dangers de cette méconnaissance, payée au prix de la violence des mobilisations. Un seul exemple: le travail du sociologue et philosophe Axel Hon-

neth (*Ce que social veut dire, Critique du pouvoir, la Société du mépris, Un monde de déchirements, le Droit de la liberté...*), qui a mis au centre de son œuvre le concept de «reconnaissance», indiquant que les acteurs les moins privilégiés dans la société souffrent certes de n'avoir ni biens ni pouvoir – mais peut-être surtout de ne pas être reconnus dans ce qu'ils sont et font, d'être ignorés, humiliés.

Le théoricien d'Essen publie aujourd'hui le *Souverain laborieux*, une «théorie normative du travail», qui ajoutera des éléments de réflexion inédits à un thème certes mobilisateur mais le plus souvent traité dans le champ économique, et seulement indexé – on l'a constaté lors des manifestations contre le report de l'âge de la retraite – aux questions de rémunération, de pénibilité, de temps, etc. Honneth en appelle, lui, à certains principes moraux, et problématise le lien étroit qui existe «entre l'organisation du travail social et

les conditions de participation démocratique».

«Professor of Humanities» au département de philosophie de l'université Columbia, à New York, et professeur de philosophie sociale à l'université Goethe de Francfort – où il a succédé à Jürgen Habermas –, Axel Honneth dirige depuis 2001 l'Institut de recherche sociale, à savoir la «maison» de l'Ecole de Francfort. Il en représente la troisième génération, venant après celle des «pères» de la théorie critique (Max Horkheimer, Theodor Adorno), après celle de Habermas et avant celle qu'incarnent à présent Rahel Jaeggi ou Hartmut Rosa.

## GRAMMAIRE MORALE

Par la notion de reconnaissance, Honneth n'entendait pas, évidemment, passer sur les conditions matérielles du travail... Mais il proposait d'aller de là à une sorte de grammaire morale des conflits sociaux. Si l'ordre social se forme

avant tout par le truchement des luttes, alors, de cette interaction tendue, dont la visée est l'égalité, il faut considérer tant les facteurs économiques que les valeurs et les principes éthiques auxquels sont attachés les protagonistes, avec leur «vécu» et leur faculté de collaborer avec les autres. Or comment susciter une «collaboration» qui soit au bénéfice de tous et puisse se cristalliser dans des projets de société juste? Le travail peut-il être un levier adéquat? Au fond, le peuple souverain, dans une démocratie, n'est pas seulement constitué par des personnes qui votent, mais aussi des personnes qui dans leur majorité travaillent. Le peuple est le *Souverain laborieux*: le travail constitue-t-il alors le sol sur lequel les individus éprouvent chaque jour le sentiment de faire partie d'une même société, parce que comme «entreprise commune»? On sait que, dans la réalité, les choses ne sont pas idylliques (et ne l'ont jamais été: «toutes les activités qui pouvaient passer pour du travail étaient étro-

tement associées à la pure nécessité, à la peine humiliante et à un statut d'infériorité sociale»), et que la compétition, l'exploitation ruinent toute coopération. Mais il vaut quand même la peine, d'un point de vue normatif, de réfléchir à ce que devrait être une bonne organisation du travail social pour pouvoir saisir les conditions auxquelles celle-ci favoriserait la formation d'une volonté démocratique.

Honneth cherche d'abord à savoir ce qui, historiquement, a été considéré «comme particulièrement erroné, indésirable ou immoral dans l'organisation existante du travail». Il identifie ainsi (allant de Marx à Rawls, de Hegel à Durkheim, de Adam Smith à Dewey...) trois «paradigmes» principaux. Le premier, issu de la critique de l'aliénation, indique que «le travail social n'est bien organisé que lorsque tous les employés ont la possibilité de réaliser dans leur activité des facultés exclusivement humaines, telles que l'instauration rationnelle de fins,







A l'usine Stellantis de Sochaux (Doubs), le 13 septembre 2023.  
PHOTO RAPHAËL HELLE.  
SIGNATURES

il souligne aussi la dangerosité de ces formes de «travail», dynamisées par Internet, qui, à l'inverse, érodent le lien entre travail social et démocratie, ces «bullshit jobs» (David Graeber) qu'exercent *advisors* financiers et autres acteurs de la «finance toxique», télé-marketeurs, lobbyistes, activistes de la «propagande occulte», opérateurs de la *gig economy*, du *lean manufacturing*, de la surveillance algorithmique...

Honneth dresse ensuite un tableau de l'évolution de la forme-travail depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Il insiste sur les mutations introduites de nos jours par l'informatisation des moyens de production, de création et de communication, et leurs conséquences: isolement (télétravail), atomisation, perte du caractère artisanal ou manuel («se multiplieront à l'avenir des tâches qui exigeront avant tout l'activité mentale, symbolique, de l'œil, qui remplacera dès lors la main comme organe principal de travail»), marchandisation croissante des services sociaux et des services domestiques, dérégulation et précarisation du travail... On découvre les solutions qu'il envisage pour combler le «fossé» de plus en plus profond «entre la revendication de participation démocratique et les occasions réelles qu'ont les travailleurs de la mettre en pratique». Mais on lui reconnaîtra le mérite de remettre le travail, dont on annonçait la «fin», au centre du débat public. Le philosophe avait déjà montré qu'une société, si elle ne peut atteindre la justice en supprimant les inégalités, est d'autant plus juste qu'elle est moins une «société du mépris» et qu'elle s'organise de façon à pouvoir donner une voix à tous ceux et celles qui ne se sentent ni entendus ni «reconnus». Avec le *Souverain Laborieux*, il allonge le pas: une société n'a de chance de demeurer démocratique que si la division du travail crée des rapports de coopération eux-mêmes «démocratiques», justes, égalitaires, enrichissants, dans lesquels nul ne se sentira dévalorisé, inutile, et où tous se sentiraient part du «souverain». On en est loin – et Axel Honneth le sait bien: «C'est un climat de résistance angoissée et d'acceptation tacite qui semble régner sur le monde du travail», comme si s'était déposée sur lui une sorte de «moississure». Mais la moississure ne croît que si personne ne s'en soucie. ♦

**AXEL HONNETH**  
**LE SOUVERAIN LABORIEUX**  
**- UNE THÉORIE NORMATIVE DU TRAVAIL**

Traduit de l'allemand par Pierre Rusch et Frédéric Joly, Gallimard «NRF Essais», 288 pp., 23 € (ebook: 16,99 €).

l'agir coopératif et l'élaboration créative des matériaux». Le deuxième, corrélat à la notion d'autonomie, établit comme principe que «le travail social n'est organisé de manière convenable, équitable ou justifiée, qu'à partir du moment où les employés ne sont plus livrés au pouvoir arbitraire des chefs d'entreprise ou des employeurs». Le troisième, relatif à la démocratie, donne au travail un «but supérieur»: œuvrer à la «formation de la volonté politique de toutes les citoyennes et de tous les citoyens d'une communauté». Le sociologue se livre ensuite à un examen serré de ces trois paradigmes, y séparant le bon grain de l'ivraie, et retient que le dernier est le plus décisif, dans la mesure où il exige de répondre à certaines attentes morales. Par exemple: «Les tâches interconnectées en fonction de la division du travail [...] doivent satisfaire à la condition normative de fournir à tous les employés la mesure de confiance en soi, de savoir, de dignité nécessaire pour pouvoir participer

sans honte ni angoisse à la formation de l'opinion au niveau de l'ensemble de la société.» À partir de là, sont proposées cinq «valeurs piliers» au-dessous desquelles l'activité professionnelle ne

**«Le travail social n'est organisé de manière convenable, équitable ou justifiée, qu'à partir du moment où les employés ne sont plus livrés au pouvoir arbitraire des employeurs.»**

**Axel Honneth**

permettrait pas de prendre part à la formation démocratique de la volonté. D'abord l'«indépendance économique», garantissant la «confiance existentielle en un avenir assuré». Ensuite une «quantité de temps disponible hors travail», que dans la vie privée on consacre à ce qu'on veut. La participation à l'espace public requiert en outre «un certain degré d'estime de soi, un certain sentiment de sa propre valeur». Mais aussi une «familiarité préalable avec les pratiques de la coopération démocratique», acquise sur le lieu de travail, par le dialogue, les assemblées, l'exercice de la négociation – tel qu'il permettrait de ne pas «laisser la rédaction des contrats de travail aux entrepreneurs, c'est-à-dire à ceux qui possèdent les plus puissants moyens de pression». Enfin, «la portée et la densité intellectuelle de la tâche à exécuter», réduites à néant quand il y a monotonie, répétition des gestes, isolement... Cette énumération n'a qu'une «finalité heuristique». Elle permet, autre-

ment dit, de voir quels choix politiques concrets seraient possibles et souhaitables pour mieux organiser le travail social. Mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'il signifie, et même sur ce que l'on peut dire être du «travail». La notion sert à tout (même à une porte que l'humidité fait «travailler») et sa définition usuelle – application d'une force physique ou intellectuelle à une matière (bois) en vue de sa transformation en objet (chaise) dotée d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange – se révèle inapte à cerner la plupart des formes de travail, surtout dans une société numérisée.

**«CLIMAT DE RÉSISTANCE»**  
Honneth y intègre cependant toutes les activités qui maintiennent «la forme de vie donnée» au sein d'une «communauté sociale» et contribuent à la coopération: prestations domestiques (éducation, garde des enfants, cuisine, ménage...), activités de services, de soin, d'aide à la personne, volontariat social... Mais





**Libé week-end** Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, plongée dans le dernier livre traduit de l'Argentine Mariana Enriquez, *La Petite Sœur* (traduit par Anne Plantagenet, Éditions du sous-sol), un portrait enquêté de l'une des figures les plus secrètes et les plus étranges de la littérature sud-américaine, l'écrivaine Silvina Ocampo (1903-1993). PHOTO GETTY IMAGES

# LIVRES/



New York, 1971. L'autrice questionne les liens qui s'inventent chez ceux «qui sortent de la norme». PHOTO DONNA GOTTSCHALK

## «Un désir démesuré d'amitié», livret de famille choisie

Dans son essai où se mêlent souvenirs et théorie politique, Hélène Giannecchini interroge les nouveaux liens familiaux à travers le récit intime de son enfance et de sa vie de femme.

Notre désir démesuré d'amitié est-il, comme notre besoin de consolation, impossible à rassasier ? Selon Hélène Giannecchini, la réponse est non. «*Féministe, minoritaire, queer*», écrivaine et théoricienne de l'art, elle est née en 1987. Elle croit en l'amitié davantage qu'aux liens amoureux ou biologiques. *Un désir démesuré d'amitié* fait songer aux *Argonautes* de Maggie Nelson parce que s'y mêlent récit intime et théorie politique, souvenirs personnels et notes de lecture. Comme Maggie Nelson ou Roland Barthes dans *Fragments d'un discours amoureux*, dans les marges sont indiqués les titres des livres qui inspirent tel ou tel paragraphe. Ce beau titre est une citation que l'autrice et des amies, en voyage à Amsterdam, ont lue, gravée sur l'Homomonument, «le premier monu-

ment au monde érigé à la mémoire des personnes persécutées et opprimées. Il a été érigé en 1987», soit l'année de naissance de Giannecchini. Cette phrase devient «la devise» de leur séjour, et elle est le point de départ d'une réflexion sur les liens qui libèrent et s'inventent depuis quelques décennies chez ceux «qui sortent de la norme, dont les désirs ne sont pas majoritaires», et que la loi ne punit plus.

### Parents pas conventionnels

Depuis trente ans, la question des contours des nouvelles familles et des formes inédites de la parentalité est au cœur de livres, de documentaires, d'articles et d'émissions de radio ou de télévision. Si bien que ce texte-ci, accompagné de photographies trouvées dans des brochantes ou dans des fonds d'archives, n'est jamais aussi intéressant, agréable à lire et singulier que lorsque Giannecchini raconte sa propre enfance, ou l'état dans laquelle la plonge une histoire qu'elle découvre, entend ou lit. Lorsqu'elle parle d'elle, on y est, c'est bien. En revanche, quand le livre creuse la théorie, il souffre de la comparaison avec les *Argonautes*, justement, ou du fait que l'autrice

avance des vérités que l'expérience malheureusement dément. Par ailleurs, qu'une famille choisie soit plus fiable que la famille de sang, même si c'est bien de le rappeler et de s'en souvenir dans les moments de crise, de déception et de désarroi, nous le savons. Les parents de Giannecchini n'étaient pas conventionnels. Ils vivaient à trois. L'autrice a eu deux pères : «Ma mère est tombée amoureuse une première fois à 19 ans, une seconde à 25. Sa première histoire n'était pas terminée au moment de cette seconde rencontre. Elle a très vite su qu'elle aimait ces deux hommes et, comme elle a refusé de choisir et que personne ne voulait la quitter, ils ont inventé une nouvelle manière de vivre. Leur histoire à trois a duré quinze ans.» Appartenant à la classe moyenne, ils ont pu habiter un espace dans lequel chacun avait sa chambre, «adultes comme enfants» ; Giannecchini a un grand frère. «Un jour, l'un de mes pères a rencontré une autre femme et a décidé de remettre un terme à cette vie.» Mais elle a continué de dire qu'elle avait deux pères. Lorsque l'un d'eux est mort brutalement, il y eut des «situations cocasses» : «J'annonçais par exemple que mon

père était mort, on me prenait le bras avec un air de grande tristesse en me présentant des condoléances et, l'instant d'après, mon téléphone sonnait dans ma poche et j'avais mon autre père au téléphone. Les gens n'arrivaient plus à me suivre et me regardaient interloqués : «Mais attends, il est pas mort, ton père ?» Cette absence de conformisme a compté dans la vie qu'Hélène Giannecchini s'est construite. L'importance qu'elle accorde à l'amitié tient également à l'arrivée, dans la maison familiale, en banlieue parisienne, d'une amie des deux parents qui étaient restés ensemble. Ils avaient rencontré cette femme quelques années plus tôt et l'ont appelée pour lui proposer une chambre, chez eux. Ils éprouaient le besoin «de faire une trouée d'amitié dans ce tout-familial». La description de cette femme est jolie : Giannecchini la montre aérienne, heureuse, indépendante mais attentionnée. Elle était lesbienne ; son homosexualité, si elle ne comptait pas pour l'autrice quand elle était enfant, fut ensuite un modèle : «J'enviais sa liberté.»

### Cicatrices des années sida

Le livre progresse en même temps que les années passent. *Un désir démesuré d'amitié* raconte, du point de vue d'une femme née en 1987, les traces et cicatrices laissées par des années où le sida était responsable d'une hécatombe parmi les gays : «Ma génération est à la croisée de plusieurs critiques : soit on nous accuse d'indifférence, soit on pointe notre tendance à nous approprier une histoire que nous n'avons pas vécue.» Hélène Giannecchini a obtenu l'autorisation de consulter le fonds Sida-Mémoires créé en 1999 à l'Imec. Elle y découvre un récit d'agonie et se demande ce qu'elle va faire de cette «détresse». Elle se souvient qu'au lycée, «on se demandait entre copines si «on avait fait le test», celles qui disaient oui avaient immédiatement une aura de filles cool et sales». Ces souvenirs qui se glissent dans les plis du livre en font l'intérêt et le charme. Ils lui confèrent du jeu, du doute, de la souplesse. Entamant une relation avec une femme de seize ans son aînée, l'autrice fait l'expérience de la position décalée de sa génération par rapport à la peur et au malheur causés par le sida dans les années 80. Elle rencontre cette future amante en ligne. Elle-même a 24 ans ; la femme, Myriam, en a 40. Leur premier rendez-vous se passe dans un restaurant grec du X<sup>e</sup> arrondissement de Paris : «Elle est déjà là quand j'arrive et je la reconnais alors que je ne l'ai jamais vue. Elle est de dos, je vois sa nuque, ses cheveux courts et gris.» Myriam ne se montre pas immédiatement chaleureuse. Elle est dure, distante le matin, alors qu'elles ont fait l'amour toute la nuit. Son appartement est presque vide, ce qui, pour le lecteur, fait écho à sa nuque épurée et à la froideur de son comportement. Le sexe avec elle «est cru, direct, et me donne une impression de puissance». Ce sentiment, particulier et fondamental, l'amitié ne l'offre pas.

**VIRGINIE BLOCH-LAINÉ**

**HÉLÈNE GIANNECCHINI**  
**UN DESIR DÉMESURÉ D'AMITIÉ**  
Seuil «La Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle»,  
288 pp., 21 € (ebook : 15 €).



**Festival Les 19<sup>es</sup> Rencontres de Chaminadour** s'ouvrent ce jeudi à Guéret (Creuse) et partiront jusqu'à dimanche «sur les grands chemins» d'Homère avec Olivier Rolin comme principal hôte. A ses côtés, Barbara Cassin, René de Ceccatty, Yannick Haenel, Pierre Michon et d'autres échangeront sur l'auteur de *l'Illiade* et *l'Odyssée*. Chaminadour.com. PHOTO OPALE PHOTO

**Rencontre Simone de Beauvoir** lisait les lettres que lui envoyaient ses lectrices et ses lecteurs, et elle y répondait. L'historienne Marine Rouch a rassemblé une sélection de ces échanges dans *Chère Simone de Beauvoir* (Flammarion), qu'elle présente ce jeudi, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches à Toulouse. PHOTO GETTY IMAGES

## Henry Louis Gates Jr., une enfance noire sépia

L'historien américain raconte sa jeunesse du temps de la ségrégation dans une petite ville industrielle de la Virginie-Occidentale et son éveil lors de la bataille pour les droits civiques.

«**B**rian is in the kitchen». N'importe quel débutant en anglais sait ce que ça veut dire et que Brian est dans la cuisine. Pourtant «*kitchen*» a aussi un sens bien plus secret relié lui au registre de la coiffure. Dans *Gens de couleur* de l'historien, professeur à Harvard et réalisateur de télévision américain Henry Louis Gates Jr., les cheveux sont un motif récurrent. Dans les années 50, période encore marquée par la ségrégation, dans la petite ville au bord du Potomac où le jeune Gates vit avec sa famille, les défrisages tiennent une place aussi importante que les fêtes et les cérémonies religieuses. A domicile, la mère de Gates lissait les cheveux de ses connaissances.

«**Bons cheveux**». Hélas il y avait cette fameuse «*kitchen*» : «*La kitchen dont je parle maintenant est le petit bout de cheveux très crépus situé sur la nuque, à la jonction du cou et du col de chemise. S'il y a jamais eu une partie de notre civilisation africaine qui ait résisté à l'assimilation, c'est cette fameuse kitchen. Si chaud qu'il ait été le fer, si puissant qu'il ait été le défrisant chimique, si radicale l'application du mélange de purée de pommes de terre et de soude caustique utilisé pour le défrisage, ni Dieu, ni une femme ni Samy Davis Jr. n'auraient pu la défriser. Elle était permanente,*

*impossible à éradiquer et invinciblement crépue.*» Ne restait donc plus pour la mère de l'auteur qu'à la couper prestement «*avec une paire de ciseaux achetés exprès*».

Dans ce monde afro-américain, «*sépie*» dit l'auteur, puisqu'il a conscience de son regard rétroactif teinté d'un peu de nostalgie, tout le monde s'observe. Gates y va franco. Il y a beaucoup de couchedes dans sa petite ville natale, Piedmont, en Virginie-Occidentale. Et les ragots courent : on sait que tel ou tel enfant est le fils d'un tel plutôt que de son père officiel qui s'en accommode. Dans nombre de familles, toutes les gammes de teint s'échelonnent et certains ont des «*bons cheveux*», souventendus pas trop frisés, d'autres de «*mauvais cheveux*». L'auteur (né en 1950), dont le père est plus clair de peau que la mère, n'a pas de «*mauvais cheveux*», complimente le coiffeur. Mais quand adolescent, il se tourne vers la bataille pour les droits civiques, finit les coupes au bol puis les lissages avec un bonnet fait dans un bas. Il passe à la coupe afro. «*L'été 1966, celui où Stokely Carmichael avait annoncé ce qu'il appelait "Black Power", venait de se terminer. De nombreux Nègres devinrent des Noirs, arborèrent de grands afros et se mirent à porter des dashikis [chemises amples de couleur vive, originaire d'Afrique, ndr] et des colliers. J'avais la chair de poule rien*



Des femmes en train d'être coiffées, à Pittsburgh, dans les années 60. PHOTO GETTY

*qu'en pensant au fait d'être noir, d'être fier de l'être et d'apprendre à regarder de volumineux cheveux crépus et à les trouver beaux. Cheveux EIC, disait papa : Emmêlés, Incoiffables et Crépus.*»

**Glissement.** *Gens de couleur*, paru aux Etats-Unis en 1994, est un livre à plusieurs déteintes. Il est d'abord un sensible récit d'enfance, témoin d'un monde disparu, rendu clos par la séparation d'avec celui des blancs. Il y a ici comme une vie de village, avec ses figures marquantes, ses festivités, ses prédicateurs illuminés, ses histoires plus ou moins véridiques. Henry Louis Gates Jr., surnommé «*Skippy*» à l'époque, se remémore de stimulantes séances de chasse et de pêche avec son

oncle. Mais derrière l'autobiographie, il y a aussi une étude en pointillé d'un glissement de mentalités. Celui qui mènera à l'ouverture vers l'extérieur grâce notamment à l'école accessible à tous. A Piedmont, beaucoup de pères de famille afro-américains travaillaient comme chargeurs à l'usine de papier. Un moment éblouissant du livre est le récit teinté de «*résignation mélancolique*» du dernier pique-nique annuel de ces ouvriers de couleur, devenu illégal puisque issu de la ségrégation.

**FRÉDÉRIQUE FANCHETTE**

**HENRY LOUIS GATES JR.**

**GENS DE COULEUR, AUTOBIOGRAPHIE**  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Isabelle Leymarie, Editions du Canoë, 368 pp., 24 €.

## «Gestes de femmes», les travaux forcés du foyer

**Sophie Coste définit les actions qui cantonnent à la maison les corps féminins et les brisent.**

D'«*à la hauteur d'enfant, l'espace domestique est occupé par les femmes. Il faut dire que Cendrillon époussette, range et lave à grandes eaux le domicile. Loin d'être réservés à la fiction, ces gestes non rémunérés, depuis des siècles, tiennent responsables les femmes «de la bonne marche de la maison et du bien-être de la famille*». Balayer, un des treize verbes analysés par Sophie Coste, équivaut à «*at-*

*tache[r]* à ce qui est au plus bas : le sol, la terre. [...] Son humilité est entachée d'humiliation». Ce n'est que la «*contingence du labeur féminin*» et de la misogynie car «*devant une activité strictement féminine, la suspicion ne manque pas d'entrer en alerte*».

Sophie Coste, agrégée de lettres modernes, définit des actions bornées au foyer, à l'exception de quelques virees à l'extérieur pour cueillir des fruits ou laver le linge. Il fallait s'agenouiller autrefois au bord de la rivière, se courber l'échine et se casser les reins pour frotter quelques vêtements dans l'eau glacée. Tout est affaire d'aliénation, ces «*gestes de femmes*» brisent les corps et cela dès le

plus jeune âge. Les jeunes filles connaissent ces mouvements, ceux de reprendre et de raccommode, rendus obligatoires à l'école sous la III<sup>e</sup> République. Il est question avec ces travaux d'aiguille d'une «*leçon de maintien corporel et de retenue*» pour «*discipliner*» le corps des petites filles, comme un corset invisible – ne dit-on pas des couturières qu'elles sont des petites mains fortes de «*patience, de docilité et de modestie*»?

Après des années de résilience, les coutures craquent. Elles défont les fils «*point par point*», ce geste inverse mène les couturières à «*en décou- dre*», sous-entendu à «*se battre*». «*Car découdre n'est pas*



**Sur la dialectica pero en verde chillon** d'Ouka Leele (1982). PHOTO VU

seulement un geste attentif et respectueux, il est libérateur» et fait de l'aiguille une «*arme de la résistance féminine*». Sophie Coste parle de la peintre Angela Su qui symbolise le silence en cousant des lèvres avec des cheveux. Elle mentionne aussi le corset recouvert de dents de requin créé par Sarah Garzoni et exposé en 2010. Le travail de l'aiguille était réservé à l'espace domestique, avec celui des artistes, les fils s'effiloient loin de «*l'ordre établi*».

**CHARLINE GUERTON-DELIEUVIN**

**SOPHIE COSTE**

**GESTES DE FEMMES**  
Philippe Rey, 256 pp., 20 € (ebook : 13 €).



## CULTURE/

# Théâtre Un budget et des programmes taillés en pièces

Saisons raccourcies, créations moins nombreuses, reprises tous azimuts... Quand les subventions fondent et que les frais explosent, les établissements se voient contraints de repenser leurs propositions.

Par  
**ANNE DIATKINE**

De nombreuses directions de scènes l'avaient annoncé : la saison théâtrale 2024-2025 serait problématique en raison de l'érosion de leurs moyens et elles devraient privilégier des spectacles peu onéreux, avec un minimum d'acteurs, et un tabouret en guise de décor. La direction des théâtres nationaux – en particulier l'Odéon, la Colline, la Comédie-Française, tous trois coproducteurs essentiels pour les compagnies – avait quant à elle hurlé dans le désert que les répétitions seraient immédiates, lorsqu'elle a appris tardivement, en avril, que le milieu allait subir une restriction de la moitié de son budget de programmation pour l'année en cours. Nous y voilà. En consultant les programmes qui envahissent les bureaux et les présentations de ladite saison, une injonction contradictoire saute aux yeux : il s'agit à la fois d'attirer la curiosité des publics et des médias, de ne pas crier misère et de ne surtout pas sous-entendre que la programmation serait au rabais. Tout en laissant voir *mutatis mutandis* le nœud coulant qui menace en particulier les artistes les plus jeunes, les moins connus, les plus précaires, forces vives de demain. A ce titre, la programmation de cet automne à la Colline brille par son absence d'hypocrisie. Il n'y a plus

d'argent ? Il ne faut pas prendre de risque, déconcerter avec des noms peu connus, et débiter la saison avec une salle possiblement à moitié pleine ? « OK boomer ! » semble lancer l'équipe dirigeante à la ministre démissionnaire de la Culture, Rachida Dati. Pourquoi ne pas programmer pendant un trimestre une pièce qui a déjà été créée pendant deux mois dans le même théâtre il y a deux ans ? Et c'est ainsi que du 20 septembre au 22 décembre, la saga autobiographique de Wajdi Mouawad, *Racine carrée du verbe être*, se déploiera encore une fois en majesté dans la grande salle de 650 places. On n'a évidemment rien contre cette pièce du directeur de la Colline, qui imbrique l'intime et le politique et prend de nouvelles résonances avec l'actualité, et il est sans doute heureux que d'autres spectateurs puissent la découvrir. Il n'empêche : le geste est d'autant plus ostentatoire qu'est attendue, en fin de saison, *Journée de noces chez les cromagnons*, pièce du même auteur qui aurait dû être créée au Liban, et qui se donnera du 29 avril au 22 juin 2025 dans la même grande et belle salle, après avoir été montrée au Printemps des comédiens. Autrement dit, presque la moitié de la saison est, cette année, consacrée à cet aimant à public qu'est Wajdi Mouawad, sans même qu'il s'agisse de créations ! Le secrétaire général

de la Colline, Arnaud Antolinos, assume pleinement sa programmation : « Quand on a reçu l'annonce en avril de la réduction de moitié de notre disponible artistique, soit 730 000 euros, on a été obligés de revoir toute la programmation de l'automne. On essaie de sanctuariser celle qui court de janvier à juin. De s'assurer d'avoir une activité de création alors qu'on n'en a plus les moyens. » Les projets n'ont pas été décommandés mais reportés aux saisons suivantes. L'établissement dédié aux écritures contemporaines, situé dans le quartier encore populaire de Ménilmontant, a bien une seconde (petite) salle, qui lui permet de continuer à inviter en 2024-2025 des artistes moins connus, en les coproduisant ou les produisant.

## MOINS DE COPRODUCTIONS

Mais la création contemporaine est-elle vraiment la priorité de la ministre de la Culture, qui fréquente avec parcimonie les scènes subventionnées, n'ayant pas jugé bon, par exemple, de faire le moindre (petit) saut au dernier Festival d'Avignon – ni même à la Colline, pourtant sous sa tutelle directe ? Rappelons que, faute d'être ardemment protégé, le budget du ministère de la Culture a été délesté de 200 millions d'euros, « ce qui n'est jamais arrivé (aux) prédécesseurs (de la ministre), sans doute plus prompts à

défendre leur budget », remarque un habitué de la rue de Valois. Stéphane Braunschweig, qui vient de passer la main à la direction de l'Odéon à Julien Gosselin, n'a quant à lui pas attendu les restrictions budgétaires historiques d'avril pour annoncer dès décembre les raisons de sa démission : plus aucune marge artistique pour se projeter l'année qui suit, aucuns moyens pour répondre aux différentes missions du théâtre de l'Europe et en particulier honorer son projet d'un théâtre largement ouvert sur l'accueil des artistes étrangers. Avant de faire ses bagages, Braunschweig a bien dû concevoir avec son adjoint, Didier Juillard, l'entièreté de la programmation 2024-2025, qui ne comporte donc aucune création entièrement produite par l'Odéon : la *Mouette* de Tchekhov, que Stéphane Braunschweig présente à partir du 7 novembre, est en effet financée pour un tiers par les deniers de sa propre compagnie et n'aurait pas été possible autrement ! La variété du programme, plus patrimonial que les autres années, ga-

rant ses arrières par de grands noms – Tchekhov, Feydeau, Duras, Brecht. Ils dissimulent certains faits arithmétiques. Les vaches maigres se répètent dans le nombre des spectacles proposés : 12 cette saison contre 14, 15, ou 16 les années précédentes, et 245 représentations au lieu des 300 auparavant, ce qui constitue une « régression » note Didier Juillard, le programmeur lui aussi sur le départ. Qui ajoute : « On produit en général deux spectacles à 100 %, et donc cette année, on n'en a aucun. On a réduit systématiquement le montant de nos sept ou huit coproductions et les séries sont plus courtes. » Ainsi, quand l'Odéon soutenait une création à hauteur de 50 000 euros, le théâtre n'en donne plus que 30 000, et quand elle en offrait 30 000, sa participation a été divisée par deux. Les compagnies sont obligées de chercher d'autres coproducteurs, et de vendre leurs spectacles plus cher tout en réduisant leur ambition – biffer des acteurs, des décors. L'Odéon accueille cependant comme chaque année,



Créée il y a deux ans, *Racine carrée du verbe être* est programmée à la



Coproducte par l'Odéon, *Lacrime* est une autre reprise très attendue.





Colline. PHOTO SIMON GOSSELIN



Dâmon, pièce d'Angélica Liddell, sera reprise à l'Odéon. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE



PHOTO C. RAYNAUD DE LAGE

La saison très courte de la MAC de Créteil commencera avec los *Días Afuera* de Lola Arias. PHOTO C. FURMAN

en les coproduisant, des reprises très attendues (*Lacrima* de Caroline Guiela Nguyen et *Dâmon* d'Angélica Liddell) mais aussi, dans le cadre du Festival d'automne, *Parallax*, mis en scène par le Hongrois Kornel Mundruczo, *Grand-Peur* et *Misère du III<sup>e</sup> Reich* de Brecht, montée par Julie Duclos, ou dans un tout autre genre *L'Amante anglaise* de Duras, par Emilie Charriot. Cette pièce sera incarnée par trois stars du théâtre subventionné, Dominique Raymond, Laurent Poitrenaux, et Nicolas Bouchaud. De quoi masquer la disette budgétaire.

Les autres scènes publiques, dont les subventions sont partagées avec les municipalités ou régions, n'ont pas perdu de financements étatiques. Pour autant, comment ne pas s'interroger sur la saison très courte de la MAC de Créteil, qui ne débute que le 6 novembre par l'efficace *Días Afuera* de Lola Arias, découvert au dernier Festival d'Avignon, et se conclut le 10 mai par un concert ? En effet, avec l'inflation, la hausse des frais de fonctionnement inéluctable, toutes les directions

contemplant, selon la formule imagée de Claire Dupont, à la tête de depuis un an et demi du toujours dynamique théâtre de la Bastille, «*la tragédie du théâtre en ordre de marche qui dévore, à subventions constantes, la marge artistique*». «Où, ajoute-t-elle, cet appauvrissement a un impact sur la manière de programmer. Le nombre de dates qu'on peut proposer aux compagnies se réduit et la plupart d'entre nous se résout à faire des séries un peu plus courtes.»

### «MUTUALISER NOS EFFORTS»

Du coup, les tournées s'étiolent, les compagnies sont obligées d'augmenter le prix de cession de leurs spectacles, ce qui a des répercussions en particulier sur les théâtres comme la Bastille ou le Rond-Point, qui ne sont pas ou peu des structures de production, mais achètent les spectacles. Pour sa part, Claire Dupont a choisi de jouer plusieurs fois les formats scéniques qu'on qualifiera de «classiques», tout en introduisant des formes plus

performatives, éventuellement déconcertantes pour le public du théâtre de la Bastille. Citons entre autres l'intriguant *Je te chante une chanson toute nue en échange d'un verre*, titre à prendre au pied de la lettre, nous promet-on, par Vanasay Khampommalla, lors d'une journée consacrée à l'écriture de soi le 28 septembre ; ou *Boujroud* (*l'homme aux peaux*) de Kenza Berada, du 25 au 30 novembre, preuve qu'en dépit de la crise, la Bastille n'a pas l'intention de renoncer à sa mission de défrichage. Face à l'obligation de toutes les scènes subventionnées d'augmenter leurs recettes propres, Claire Dupont note un progrès et un danger mortel. Le pro-

**«Cette crise nous oblige à sortir de la compétition entre théâtres.»**

**Claire Dupont**  
directrice du théâtre  
de la Bastille

grès ? «*Cette longue crise, qui ne date pas d'hier, nous oblige à mutualiser nos efforts, à sortir de la compétition entre théâtres, à trouver d'autres relais artistiques.*»

Comme Hortense Archambault, à la tête de la MC93 à Bobigny, elle note l'importance croissante du Festival d'automne – dont Francesca Corona est depuis deux ans la directrice artistique – qui accompagne la logistique des tournées de plusieurs dizaines de pièces, accroît leur visibilité... et permet d'accueillir des spectacles que ces théâtres n'auraient plus les moyens de recevoir aujourd'hui. Le danger ? «*On nous demande d'augmenter nos fonds propres. Or, un théâtre comme la Bastille n'attirera jamais les grands mécènes, et on se refuse à grignoter notre vocation de théâtre de service public en le louant pour des événements privés. Ne reste donc pour augmenter nos recettes que l'augmentation du prix du ticket. Mais l'une de nos missions principales est de rester accessible à chacun. Comment donner aux jeunes adultes envie de fréquenter nos théâtres si la billetterie est hors de leur*

*portée ?*» Ce point tient tant à cœur à Claire Dupont qu'elle a fondé Prémises, structure de production pour les artistes émergents : «*A succès égal et avec une jauge pleine, le théâtre n'a pas du tout les mêmes recettes s'il est rempli de jeunes spectateurs ou d'un public grisonnant. Pourtant si on n'est plus en capacité de travailler sur le renouvellement des publics, on rate un virage essentiel et une partie de notre mission.*»

### LES REPRISSES, DÉMARCHÉ VERTUEUSE

Ça n'aura échappé à aucun maniaque des brochures : cette année, les reprises grandes et petites sont légion. Rien qu'à la Bastille, citons notamment un «vieux» spectacle peu joué de Tiago Rodrigues, *Antoine et Cléopâtre* du 27 février au 14 mars, le merveilleux et inimitable seul en scène *En addicto* de Thomas Quillardet créé la saison dernière, hélas sur seulement deux jours, les 18 et 19 décembre, ou encore *les Bijoux de pacotille* de Céline Milliat-Baumgartner, par Pauline Bureau, du 28 avril au 17 mai. Oh joie, si l'on se tourne vers la MC93 à Bobigny, on pourra voir le déjà mythique et rarement présenté *in extenso Laboratoire Poison* d'Adeleline Rosenstein en avril, tandis que, bien plus tôt cet automne, on aura entamé une autre traversée de l'histoire grâce à *Banquet capital* de Sylvain Creuzevault, du 27 septembre au 6 octobre – à l'origine conçu pour être joué dans un hall et non sur le plateau – puis saisi au vol les *Historiennes*, que Jeanne Balibar reprend le 13 octobre.

Non, disent les divers directeurs et programmeurs de lieux, la prolifération des reprises n'est pas qu'une réponse à la paupérisation qu'il faut bien affronter. Mais bien une prise de conscience que l'optique consumériste est un leurre, et que construire un répertoire est nécessaire aux compagnies. La démarche serait vertueuse plutôt que contrainte. Hortense Archambault le constate : «*En sortant du confinement, on a eu des saisons très chargées de spectacles qu'on ne pouvait donner que sur des durées très courtes. Les reprendre, c'est les faire vivre.*» En France, contrairement à d'autres pays d'Europe, les spectateurs sont revenus massivement au théâtre. La directrice juge d'autant plus «triste» que, malgré cet afflux, elle soit, comme la majorité de ses collègues, obligée d'offrir moins de places aux publics que l'année précédente – «*environ 10 000 en moins*», calcule-t-elle. Et, pour des raisons budgétaires, faire le choix de présenter moins de spectacles. ➤



# A force de livres

**Faïza Guène** L'écrivaine de 39 ans publie vingt ans après la suite de son premier roman vendu à plus de 400 000 exemplaires.



mère savait que je n'étais pas comme mon frère et ma sœur, que j'étais différente. Et j'avais le sentiment d'être décalée par rapport à mes amis. Je remarquais le moindre détail, contrairement à eux. Je regardais le monde différemment.» Sadio, sa pote depuis la cour de récréation, confirme : «Elle a toujours eu une très bonne répartie avec beaucoup de sens de l'humour et une manière pour dire les choses sans agressivité.»

Au collège, Faïza Guène se retrouve rédactrice en chef du journal école. Les rencontres n'arrivent jamais par hasard. Elle se pointe pour effectuer un reportage dans un atelier d'écriture tenu par un prof de français. Un coup de foudre. «En fait, il m'avait repérée, c'est pour ça qu'il m'a invitée à l'atelier.» Les cahiers se remplissent très vite. «Après avoir lu un de mes textes, le prof m'a demandé s'il pouvait l'envoyer à une maison d'édition.» Isabelle Seguin, editrice chez Hachette, lui propose de terminer son brouillon. Elle gratte. Faïza Guène a 19 ans. Une fille peinarde qui écoute le rap d'ici, le rap de là-bas et les chansons romantiques de Wallen. Son premier bouquin débarrasse. Une tornade. *Kiffe kiffe demain* se vend à plus de 400 000 exemplaires et sera traduit en 26 langues.

Le phénomène refuse illico la belle histoire. «Je ne voulais pas être perçue comme l'Arabe du quartier qui a été sauvée par un livre. D'ailleurs, à l'époque, je n'avais pas de référence littéraire, ce sont les histoires orales de

**7 juin 1985** Naissance à Bobigny.

**2004** Premier roman, *Kiffe kiffe demain* (Hachette Littératures).

**21 août** Septième roman, *Kiffe kiffe hier* ? (Fayard).

mes tantes en Algérie qui m'ont donné envie d'écrire.» Une omni dans une bulle où l'entre-soi est roi. Son blaze est posé sur la même étagère que Mehdi Charef et Tassadit Imache. Des écrivains nés loin du séral. Ils ont ouvert les premières portes au siècle dernier. Faïza devient à son tour un exemple pour un tas de marmottes. Elle évite les pièges, les clichés et l'embourgeoisement. «Je ne me projette pas, encore moins depuis que j'ai perdu mon père, concluait-elle sous la pluie. J'aimerais juste continuer à écrire et, si je n'ai plus d'inspiration, j'arrête. Moi, tout ce que je veux, c'est être tranquille.» Une manière de vivre les choses dans l'écriture ou ailleurs, sans forcer et sans douleur.

Marseille, septembre 2024. On est toujours resté en contact depuis notre première fois. Faïza Guène se pose face au soleil et à la mer. Elle raconte sa nouvelle vie dans le Sud, la sortie de son livre, le quotidien de ses deux filles, mais aussi sa colère contre Macron et sa «conception de la démocratie». Elle parle comme elle écrit : des métaphores, des rires et des détails.

«À l'époque, tu refusais de te projeter dans la littérature.

— Je n'ai pas changé. Ça a commencé presque par hasard, je ne l'ai pas décidé, et je ne me pose pas la question de la fin. Peut-être que ça s'arrêtera un jour. Je ne parle pas de l'écriture, parce que personne ne pourra m'empêcher d'écrire, mais d'être publiée.

— Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

— Je ne me définissais pas comme écrivaine. Désormais, je l'affirme. Et je ne cherche plus à plaire ou à essayer de me faire comprendre, parce que je suis libre et en paix avec moi-même.»

Comment mesurer la réussite ? Les prix littéraires donnent les bons et les mauvais points aux écrivains. Les listes de nominés et les gagnants sont scrutés. La Pantinoïse regarde ailleurs. Elle a ses propres indicateurs. Comme les nombreux messages qu'elle reçoit. Des témoignages — «de jeunes femmes le plus souvent» — qui racontent les effets de ses livres dans le monde réel. Son parcours ouvre des portes dans les têtes. Comment être un exemple ? Elle pense aux discussions avec son aînée, collégienne. «Je lui parle du racisme, de la violence de notre société et du respect à donner et à recevoir, dit-elle. En lui disant tout ça, je me dois d'être à la hauteur de mes principes.»

Peut importe l'endroit (Paris ou Marseille), peu importe l'époque (hier ou aujourd'hui) : certaines choses ne bougent pas. Faïza Guène place toujours ses parents au cœur de son histoire. Elle a raconté la vie de sa mère dans la *Discretion* (Pion, 2020), sans doute son plus beau roman. «J'écris toujours dans la joie et les rires, mais l'écriture, qui est un refuge, sert aussi à soigner les blessures de mes parents qui ont tout sacrifié en Algérie pour venir en France.» L'écrivaine garde pour toujours les conseils de son père. Le boiseur lui disait par exemple : «Lorsque tu arrives dans un endroit que tu ne connais pas, attention, il ne faut jamais sortir une carte pour se repérer ou porter un sac à dos parce que les gens comprennent tout de suite que tu n'es pas du coin.» Sa fille, Faïza Guène, a trouvé son chemin. ♦

Par **RACHID LAÏRECHE**  
Photo **OLIVIER MONNE. MYOP**

Dans une rue qui grimpe, en tournant le dos à la Méditerranée, une voiture grise freine sèchement. Une petite marche arrière. Le conducteur et la passagère bloquent sur la fille posée en terrasse. «Tu crois que ça peut être elle ?» Ils restent une longue minute sans réponse. Le conducteur décide de garer sa voiture un peu plus haut. Le couple interpelle timidement la fille en terrasse : «Vous êtes Faïza Guène ?» La passagère enseigne le français dans un collège des quartiers Nord à Marseille, notamment à des gamins en décrochage scolaire. Elle a lu «presque» tous ses livres. Ses élèves aussi. «Ils aiment ce que vous écrivez.» Le conducteur, lui, pose une ultime question au moment de partir : «Qu'est-ce que vous faites là ?»

La fille de Seine-Saint-Denis habite dans les parages depuis une année et quelques mois. Elle a emménagé dans le nord de Marseille avec ses deux filles et son amoureux, Jamil Bouanani, un humoriste connu sous le nom de Djamil le Shlag, qui a fait du bruit en claquant la porte de France Inter en direct au moment de la polémique Guillaume Meurice. Le conducteur se frotte presque les yeux. «Ma femme est vraiment une fan de Faïza Guène, elle en parle souvent, et aujourd'hui, on

découvre qu'elle habite à deux rues de chez nous. C'est fou, non ?» Faïza Guène, 39 ans, publie son septième ouvrage, *Kiffe kiffe hier* ? (Fayard), la suite de son premier roman né vingt ans plus tôt, *Kiffe kiffe demain*. La narratrice, Doria, qui habite toujours dans le 93, n'est plus une adolescente de 15 piges, mais une mère trentenaire en plein divorce. Elle raconte les

changements de son monde et de ses alentours à sa manière : un monologue drôle, visuel, touchant et social. Doria est-elle une Faïza planquée ? «Nous n'avons

pas vraiment grand-chose à voir ensemble, en dehors d'avoir grandi dans un quartier populaire. Nous n'avons pas le même schéma familial, ni la même vie, ni du tout le même parcours.» Une manière de mettre à distance Doria et son évolution ; de la laisser dans la fiction. Et Faïza Guène, la romancière, comment a-t-elle évolué ?

Paris, février 2014. Je la rencontre pour la première fois. Elle se pointe sous une pluie fine. Faïza Guène s'installe à la terrasse d'un café des quais de Seine. L'écrivaine cause de son quatrième hit, *Un homme, ça ne pleure pas*. On retrace aussi sa vie. Petite, elle grattait des histoires sur ses cahiers de brouillon. A Pantin, la rigolote occupait une place à part à la maison. «Ma

## LE PORTRAIT